



**REPUBLIQUE DU NIGER**  
**MINISTRE DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT**  
**INDUSTRIEL**

**DIRECTION GENERALE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE**  
**DIRECTION DES MINES**

**FORMULAIRE**

**DEMANDE DE PERMIS DE RECHERCHES <DISSILAK 7>**

*Réf: Ordonnance N°93-16 du 2 mars 1993, portant loi minière, modifiée par la loi N°2006-026 du 9/08/06*

&1

**Société : AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL**

**Siège social: NIAMEY.**

**Capital social : 5.000.000 CFA**

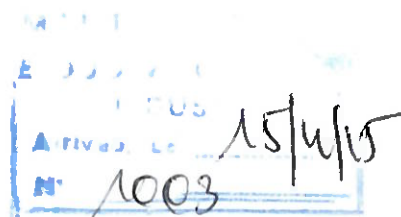
**Boîte Postale : - Niamey**

**Téléphone : 00 227 99 06 61 62**

**Fax : .....**

**E-mail :**

**Site Internet : .....**



&2=====

Substances Minières : or et autres métaux de base

Durée du Permis sollicité : trois (3) ans

Superficie demandée: 498,9 km<sup>2</sup>.

Circonscriptions administratives concernées: Région d'**Agadez**, Département de **Bilma**.

Montant à investir sur les trois premières années :

**Deux millions cinq cent cinquante-huit mille (2 558 000) dollars US**

Nombre d'emploi à créer par permis de recherche : 25

&3=====

### Résumé 1: CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIERES :

AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL est une société anonyme à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de cinq millions (5 000 000) de francs CFA, qui a son siège à Niamey et, est immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du Tribunal de commerce de Niamey sous le numéro RCCM-NI-NIA-2014-B-3716.

AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL a pour objet social:

- la recherche aurifère, l'obtention de tous permis de recherches, permis de fouilles et de tous droits y relatifs ;
- La recherche, le raffinage, la transformation, l'industrialisation, l'exportation de l'or et tous autres minéraux ;
- La représentation de toutes marques ou de toutes sociétés dans les domaines similaires ;
- La création, l'acquisition, la prise de bail ou la gérance, l'exploitation de tous fonds de commerce ou de tous établissements industriels et commerciaux de toute nature, destinés à l'exercice de l'activité sociale;
- La prise de participation sous toutes ses formes dans toutes entreprises et sociétés nigériennes ou étrangères ayant un objet similaire ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, aux termes des présents statuts.

Pour l'exécution de ses activités de recherches minières, la société fera appel aux compétences nigériennes et étrangères en cas de besoin.

Aussi, en dehors de son autofinancement sur le projet, AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL compte également sur l'appui de son partenaire financier (Banque) afin de réaliser son programme de recherches minières.

En cas d'attribution du permis « DISSILAK 7 », AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL, en plus de la création d'emplois envisage d'investir pour le développement local de la zone concernée une somme de vingt mille (20 000) dollars US par an.

&4=====

## Résumé 2: PROGRAMME GENERAL DES TRAVAUX

Le programme de travail sera axé sur les points suivants :

- Synthèse des travaux antérieurs
- Géochimie régionale
- Cartographie géologique
- Géochimie tactique
- Géophysique au sol
- Tranchées et sondages destructifs
- Sondages carottés
- Etude de faisabilité sur le gisement jugé intéressant.

&5=====

## DOCUMENTS ANNEXES

ANNEXE 1. Identités des personnes ayant une responsabilité dans le gestion de la société

ANNEXE 2. Statuts de la Société (Photocopie Certifiée conforme )

ANNEXE 3. Programme général et échelonnement des travaux projetés

ANNEXE 4. Récépissé du Versement d'un droit fixe de 1000 000 F CFA

ANNEXE 5. Protocole d'entente avec le partenaire financier

ANNEXE 6. Limites et Situation du périmètre demandé (Extrait de la carte au 1/200 000)

ANNEXE 7. Déclaration d'élection de domicile

ANNEXE 8. Engagement<sup>1</sup>

ANNEXE 9. Pouvoir de signature

ANNEXE 10. Projet de Convention minière

---

1. *Document par lequel le requérant s'engage à présenter au Directeur des Mines dans le mois suivant l'octroi du permis, le programme de travail pour le reste de l'année en cours et avant le 31 Décembre de chaque année, les rapports trimestriels, les rapports annuels et le rapport général des travaux de recherches effectués sur le périmètre ainsi que les rapports financiers des dépenses engagées .*

2. *Montant minimum égal à deux millions (2 000 000 ) de dollars US*

NB : *Les renseignements et les documents annexes doivent être en français et en trois (3) exemplaires  
Par ce document le requérant certifie l'exactitude des informations fournies*

**LA SOCIETE " AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL"**

**Quartier Plateau/ Rue: YN-74/ Porte 51**

**Niamey**

---

**ENGAGEMENT**

Je, soussigné Monsieur **Adam A. A. Sulieman**, Gérant de la SOCIETE AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL", m'engage par la présente à soumettre au Directeur des Mines dans le mois suivant l'octroi du permis, le programme détaillé de travail pour le reste de l'année en cours et avant le 31 décembre de chaque année, les rapports trimestriels, les rapports annuels et le rapport général des travaux de recherches effectués sur le périmètre ainsi que les rapports financiers des dépenses engagées.

Fait à Niamey, le 03 Mars 2015.

**Adam A. A. Sulieman**





**« AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER » SARL**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**  
**au capital de cinq millions (5.000.000) de Francs CFA**  
**Siège social : Niamey/Quartier : Yantala/Rue : YN-74 /Porte : 51**  
**Tel : (+227) 99 06 61 62**  
**(République du Niger)**

L'AN DEUX MIL QUATORZE ET LE TRENTE UN DECEMBRE  
PAR-DEVANT Maître DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou, Notaire demeurant à Niamey,  
Boulevard de la Liberté, BP 11.846 (République du Niger) soussigné,

**ONT COMPARU**

**1-Monsieur ADAM ABDALLA AHMED SULIMAN**, Commerçant, demeurant à Niamey,  
Né le premier mai mil neuf cent cinquante huit à NEALA/SOUDAN,  
Titulaire du Passeport Numéro 55424, délivré le 1 Novembre 2006 par les Autorités Soudanaises,  
De Nationalité Soudanaise,

**2-Monsieur ADOMA ABDALLA AHMED SULIMAN**, Commerçant, demeurant à Niamey,  
Né le quatorze mai mil neuf cent cinquante neuf à Kass/SOUDAN,  
Titulaire du Passeport Numéro 1940-7469-265, délivré le 09 Juin 2013 par les Autorités Soudanaises,  
De Nationalité Soudanaise,

Lesquels, agissant en qualité d'associés de la société à responsabilité limitée dont la  
dénomination sera «**AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**» SARL, ont, par ces  
présentes, requis le Notaire soussigné d'établir ainsi qu'il suit l'acte constitutif de leur société.

**STATUTS**

**Article premier- Forme.**

Les soussignés désignés dans l'acte constitutif ont établi les statuts d'une société à  
responsabilité limitée devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait  
ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

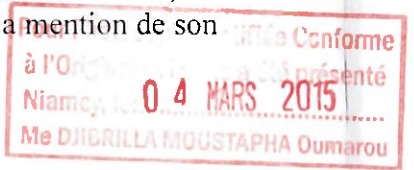
«**AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**» SARL est une société de droit  
nigérien régie par les dispositions de l'Acte Uniforme relatif au Droit des sociétés  
commerciales (ci-après désigné par les termes "l'Acte Uniforme"), celles des lois et  
règlements, non contraires, en vigueur au Niger, ainsi que par les présents statuts et leurs  
annexes.

**Article 2-Dénomination.**

La Dénomination sociale est «**AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**» SARL.  
Dans tous actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être  
précédée ou suivie des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « SARL », de  
l'énonciation du montant du capital social, de l'adresse du siège social et de la mention de son  
immatriculation au Registre du commerce et du crédit mobilier.

**Article 3- Objet social.**

La société a pour objet généralement dans tout pays et particulièrement au Niger :







### Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### Article 6- Exercice social

L'exercice social débute le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement la société démarrera ses activités à compter de la signature du présent acte jusqu'au 31 décembre.

### Article 7- Apports.

Les associés font à la société les apports détaillés dans l'acte constitutif, représentant un montant global égal à celui du capital social indiqué à l'article suivant.

### Article 8- Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions (**5.000.000**) de Francs CFA. Il est divisé en cinq cent (500) parts sociales d'une valeur nominale de DIX MILLE (10.000) Francs CFA chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement souscrites et libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports.

### Article 9- Modifications du capital.

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par l'Acte Uniforme, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. Toutefois, une augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par des associés représentant, au moins, la moitié des parts sociales. En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation du montant nominal des parts existantes, à libérer en numéraire, la décision doit être prise par l'unanimité des associés. Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature d'une valeur supérieure à **CINQ MILLIONS (5.000.000) de Francs CFA**, la décision des associés constatant la réalisation de l'augmentation du capital et la modification corrélative des statuts doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à ladite décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports, choisi sur la liste des commissaires aux comptes et désigné à l'unanimité des associés ou en justice, sur requête de tout associé. S'il est associé, l'apporteur ne prend pas part au vote et ses parts sociales ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11, doit être agréée dans les conditions fixées audit article. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts, et sur le rapport du commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un. En aucun cas une réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum prévu par l'Acte Uniforme doit être immédiatement suivie d'une augmentation ayant pour effet de le porter, au moins, à ce minimum.

### Article 10- Parts sociales

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur. Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions qui seraient régulièrement consenties. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans l'actif net social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations. Sous réserve de leur éventuelle responsabilité solidaire vis-à-vis des tiers, pendant cinq ans, en ce qui concerne la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports; au-delà, tout appel de fonds est interdit. La propriété d'une part emporte de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de sa gestion. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés. Toute augmentation de capital par attribution de parts gratuites peut toujours être



compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés. En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés survivants représentant les trois quarts du capital social, déduction faite des parts de l'associé décédé. Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les 3 mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dès réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre avec avis de réception faisant part du décès et mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et le nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément. L'agrément ou son refus intervient selon les mêmes conditions et obligations que celles prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

### Article 12 - Gérance.

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés dans les statuts ou dans un acte postérieur. Le premier gérant de la société est désigné dans l'acte constitutif. Les gérants subséquents sont nommés par décision collective ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social. Chacun d'eux a la signature sociale dont il ne peut faire usage que pour les affaires de la société. Dans les rapports avec les tiers, les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes des gérants qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances; la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance. Toutefois, il est expressément stipulé que tous emprunts autres que les découverts normaux en banque, toutes ventes, tous échanges d'immeubles ou de fonds de commerce, toutes constitutions d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur les fonds de commerce appartenant à la société, la fondation de toutes sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ne pourront être réalisés qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire des associés. Cette limitation de pouvoir n'est pas opposable aux tiers. Les gérants peuvent, sous leur responsabilité, constituer des mandataires, associés ou non, pour un ou plusieurs objets déterminés. Ils peuvent déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction administrative, technique et commerciale de la société et passer avec ce ou ces directeurs des contrats déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels. Le gérant doit consacrer tout son temps et donner tous ses soins aux affaires sociales, sans pouvoir accepter aucun emploi ou fonctions dans une autre société ou faire, pour son compte personnel ou pour le compte d'une autre société, aucune opération entrant dans l'objet social. Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou par un acte postérieur, est révocable par décision collective ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité du capital social. Tout gérant peut se démettre de ses fonctions, mais seulement à la clôture d'un exercice, en prévenant les associés six mois au moins à l'avance et par écrit, ceci sauf avis contraire de la collectivité des associés pris à la majorité du capital social. En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants par décision collective ordinaire, à la majorité du capital social. En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, chaque gérant a droit à un traitement fixe, proportionnel ou mixte dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Les associés soussignés nomment en qualité de gérant Monsieur **ADAM ABDALLA AHMED SULIMAN.**

### Article 13- Commissaire aux Comptes.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes sont éventuellement nommés par décision collective ordinaire et exercent leur mission de contrôle conformément aux dispositions des articles 376 à 381 de l'Acte Uniforme. Les Commissaires aux Comptes sont

MEHREZ MOUSTAPHA  
NOTAIRE  
BOITE 02 BP: 11846 NIAMEY - NIGER

Pour Photocopie Certifiée Conforme  
à l'Original qui nous a été présenté  
Niamey, 04 MARS 2015  
Me DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou





chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à disposition sont déterminées par l'Acte Uniforme.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé et sur leur évolution prévisible. Le rapport de la gérance, les états financiers, le texte des résolutions proposées et, éventuellement, les rapports du commissaire aux comptes doivent être adressés aux associés quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur ces comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée. Pendant le délai de quinze jours francs qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie. Tout associé peut, en outre, à toute époque, obtenir copies des états financiers et des rapports soumis aux assemblées ainsi que des procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices. De même, tout associé non gérant, peut deux fois par exercice, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

### **Article 18- Conventions réglementées.**

Sous réserve des conventions interdites et de celles conclues à des conditions normales, comme prévu par la loi ou aux articles 352 et 356 de l'Acte Uniforme, les conventions entre la société et l'un de ses associés ou de ses gérants, sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée générale ordinaire des associés prévues par les articles 350 à 355 dudit Acte Uniforme ou par la loi. Ces formalités s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, est simultanément gérant ou associé de la présente société.

### **Article 19- Etats financiers annuels.**

A la clôture de chaque exercice prévue à l'article 6, la gérance dresse les états financiers de synthèse prévus par l'Acte Uniforme relatif au Droit comptable, par le Système Comptable Ouest Africain ou par la loi. La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par ledit Acte Uniforme ou par la loi.

### **Article 20- Affectation et répartition des résultats.**

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets. Sur ces bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé dix pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale à vingt pour cent du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce plafond. Le bénéfice net distribuable est constitué par le résultat de l'exercice, augmenté des reports bénéficiaires, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour toutes réserves légales. Après approbation ordinaire des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine sur proposition de la gérance, toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle détermine l'affectation ou l'emploi. Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende dont le paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice. L'assemblée générale ordinaire peut, après constatation de l'existence de réserves non stipulées indisponibles par la loi, décider en outre, la mise en distribution de sommes prélevées sur ces réserves; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants et non gérants, proportionnellement au nombre de leurs parts sociales. Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte "report à nouveau" ou compensées directement avec les réserves existantes.

Handwritten signature and red circular notary stamp: **ABDULLA MOUSTAPHA OUMAROU**, **NOTAIRE**, **BOULEVARD DE LA LIBERTÉ, 11205 NIAMEY - NIGER**. A red rectangular stamp reads: **Certifiée Conforme**, **ce document a été présenté**, **le 04 MARS 2015**, **ABDULLA MOUSTAPHA OUMAROU**.

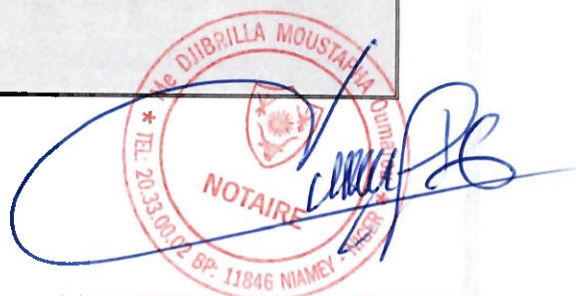




marou,  
Liberté,

**« AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER » SARL**  
**Société à Responsabilité Limitée**  
**Au Capital de Cinq millions (5.000.000) de Francs CFA**  
Siège social : Niamey / Quartier : Yantala / Rue : YN-74 / Porte : 51  
Tel : (+227) 99 06 6 62  
République du Niger

ACTE CONSTITUTIF  
(Statuts et Annexes)



Pour Photocopie Certifiée Conforme  
à l'Original qui nous a été présenté  
Niamey, le: **04 MARS 2015**  
Me DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou

RÉPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
HORS CLASSE DE NIAMEY

CABINET DU GREFFIER EN CHEF

- CERTIFICAT D'IMMATRICULATION -

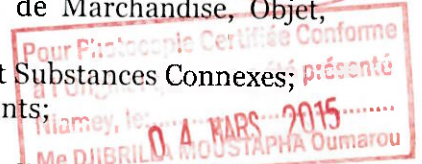
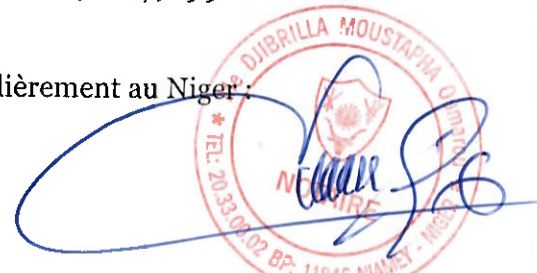
AU REGISTRE DU COMMERCE ET DU CRÉDIT MOBILIER

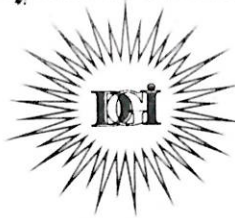
Le Greffier en Chef du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey (République du NIGER) tenant lieu de Tribunal de Commerce, soussigné ;  
**CERTIFIE QUE :**

La société dénommée «**AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**» SARL, Société à Responsabilité Limitée au capital de **Cinq millions (5.000.000) Francs CFA**, dont le Siège social est : Niamey /Yantala/Rue : YN-74 /Porte : 51/ Tel : (+227) 99 06 61 62 (République du Niger).

Et la société a pour objet généralement dans tous pays et particulièrement au Niger :

- Commerce Général;
- Import-export;
- Commercialisation de Matériaux de Construction;
- Exportation de Produit Pétroliers et Dérivés;
- Toutes Opérations Relative au Transport de ses Produits, de Marchandise, Objet, Denrées et autres tout à l'Importation qu'à L'exportation;
- Prospection, Exploration et Exploitation de tous gisements et Substances Connexes;
- Toutes Opérations se rapportant à la Construction de Bâtiments;
- Toutes Opérations se rapportant aux Prestations de Service;
- Toutes Opérations se rapportant dans les domaines de l'Agriculture, l'Elevage, Ingénierie et Fabrication de Matérielles de Construction;
- Toutes Opérations se rapportant dans le domaine de Location d'Engins et de Véhicule;
- Création des Unités Industrielles et Ateliers pour la Production des Produits Agricoles, Industriels et Animaux comme la création des Usines d'Emballages Industriels et Agricoles, Raffinerie d'Huile et des Laboratoires d'Achessement;
- Exercer l'élevage et Installation des Lazarets Modernes pour l'engraissage et Installation des abattoirs;
- Commercialiser les Productions Animales (viande ou sur pied) à l'intérieur et à l'extérieur du Niger, ainsi que la commercialisation des produits Agricoles, après obtention de l'Autorisation auprès des Autorités concernées,
- Construire des Chambres Froides pour la Conservation de la viande, des fruits et grains conformément aux normes modernes;
- Exerce dans le domaine de la Production du Fourrage, Production du lait et ses dérivés, aussi, exerce dans les avicoles, pisciculture de toute forme d'investissement y afférent;
- Exerce dans le domaine Industriel, Ingénierie de tout type et de toute forme que ça soit dans le domaine des Matières Premières, Installation des Produits et Appareils Electroniques;
- Installation d'un Atelier destiné à la fabrication des meubles, accessoires de Construction en utilisant les Planches, le Fer, l'Aluminium ou toute autre matière;





## Certificat d'Immatriculation



### Le contribuable :

Nom, Prénoms, Raison sociale : **AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**

Nom Commercial : **AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER**

Forme Juridique : **SARL**

Numéro du Registre de Commerce : **RCCM/NI/NIA/2014/B/3715 DU 31/12/2014**

Profession : **COMMERCE GENERAL/IMPORT EXPORT/CONSTRUCTION**

### Adresse :

B.P. :  Quartier : **YANTALA YN-74** Ville : **NIAMEY**

Secteur : **CUN 1** Rue : **YN-74**

Section : **TEL.99066162** Îlot :  Parcelle : **PORTE 51**

Marché :  Boutique N° :

A été immatriculé sous le Numéro d'Identification Fiscal (NIF) : **31576 / S**

à la suite de sa prise en compte dans les services de la Direction Générale des Impôts.

En conséquence, l'intéressé est tenu de faire figurer sur tous les documents professionnels (correspondances, factures, déclarations...) ledit numéro, sous peine des sanctions prévues par les textes en vigueur.

### SERVICE FISCAL DE RATTACHEMENT

NOM : **CDI COM NIAMEY I**

Adresse : **BATIMENT RIVOLI**

BP : **217**

Ville : **NIAMEY**

Tél : **20 73 65 41**

Timbre fiscal

Visa du S.I.C.

Pour **Le Directeur Général des Impôts**  
LE CHEF DE SERVICE IMMATRICULATION

**ABDOULAYE CYPRIEN**

Pour Photocopie Certifiée Conforme  
à l'Original, ce document a été présenté

Niamey, le **06/02/2015**  
Me **OUSSAMA MOUSTAPHA OUMAROU**

P.O



ANNEXE

**« AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER » SARL  
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**

**au capital de cinq millions (5.000.000) de Francs CFA**

**Siège social : Niamey/Quartier : Yantala/Rue : YN-74 /Porte : 51**

**Tel : (+227) 99 06 61 62**

**(République du Niger)**

**DÉCLARATION NOTARIEE DE SOUSCRIPTION ET DE VERSEMENTS**

Je soussigné **DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou**, Notaire à Niamey, certifie :

- qu'il a été déposé, dans le cadre de la constitution en mon Etude de la société dénommée : **« AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER » SARL**, la somme de cinq millions **(5.000.000) de Francs CFA** par les associés dont les noms sont cités ci-dessous ;
- que les cinq cent (500) parts sociales de DIX MILLE (10.000) Francs CFA chacune ont été entièrement souscrites en numéraire et réparties entre eux de la manière suivante :

**APPORTS EN NUMÉRAIRE**

DESIGNATION DES ASSOCIES	SOMMES VERSEES	PARTS SOCIALES DETENUES	
		Nombre	Numéros
Monsieur ADAM ABDALLA AHMED SULIMAN	2.500 000	250	N° 001 à 0250
Monsieur ADOMA ABDALLA AHMED SULIMAN	2.500 000	250	N° 0251 à 500
<b>TOTAUX</b>	<b>5.000.000 FCFA</b>	<b>500</b>	<b>500</b>

Laquelle somme globale de **cinq millions (5.000.000) de Francs CFA** a été déposée chez le notaire soussigné pour être remise au gérant, après les formalités de constitution, pour l'ouverture du compte bancaire de la société.

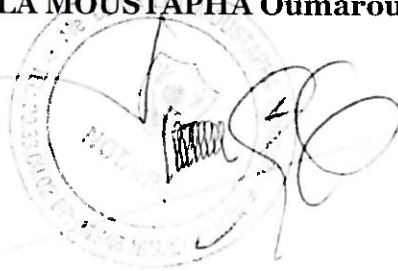
Le présent certificat constatant la souscription des cinq cent (500) parts sociales d'un montant nominal de cinq millions (5.000.000) de Francs CFA et le versement total de ladite somme est établi en application des dispositions de l'article 314 de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'Intérêt Economique, adopté dans le cadre de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires).

Fait à Niamey, le 31 Décembre 2014

**LE NOTAIRE**  
**Maître DJIBRILLA MOUSTAPHA Oumarou**



*[Handwritten signature and scribbles]*





Formule MO

DECLARATION DE  CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE  
 D'OUVERTURE d'un ETABLISSEMENT SECONDAIRE  
 D'OUVERTURE d'une SUCCURSALE d'une personne morale

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Dénomination : «AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER» SARL  
 Nom Commercial : «AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER» SARL  
 Adresse du Siège : Niamey (République du Niger)  
 Forme Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
 Capital social : CINQ MILLIONS (5.000.000) de Francs CFA entièrement libérés en numéraire et en nature  
 Durée : quatre vingt dix neuf (99) années.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET AUX ETABLISSEMENTS

- Commerce Général;
- Import-export;
- Commercialisation de Matériaux de Construction;
- Exportation de Produit Pétroliers et Dérivés;
- Toutes Opérations Relative au Transport de ses Produits, de Marchandise, Objet, Denrées et autres tout à l'Importation qu'à L'exportation;
- Prospection, Exploration et Exploitation de tous gisements et Substances Connexes;
- Toutes Opérations se rapportant à la Construction de Bâtiments;
- Toutes Opérations se rapportant aux Prestations de Service;
- Toutes Opérations se rapportant dans les domaines de l'Agriculture, l'Elevage, Ingénierie et Fabrication de Matérielles de Construction;
- Toutes Opérations se rapportant dans le domaine de Location d'Engins et de Véhicule;
- Création des Unités Industrielles et Ateliers pour la Production des Produits Agricoles, Industriels et Animaux comme la création des Usines d'Emballages Industriels et Agricoles, Raffinerie d'Huile et des Laboratoires d'Achessement;
- Exercer l'élevage et Installation des Lazarets Modernes pour l'engraissement et Installation des abattoirs;
- Commercialiser les Productions Animales (viande ou sur pied) à l'intérieur et à l'extérieur du Niger, ainsi que la commercialisation des produits Agricoles, après obtention de l'Autorisation auprès des Autorités concernées,
- Construire des Chambres Froides pour la Conservation de la viande, des fruits et grains conformément aux normes modernes;
- Exerce dans le domaine de la Production du Fourrage, Production du lait et ses dérivés, aussi, exerce dans les avicoles, pisciculture de toute forme d'investissement y afférent;
- Exerce dans le domaine Industriel, Ingénierie de tout type et de toute forme que ça soit dans le domaine des Matières Premières, Installation des Produits et Appareils Electroniques;
- Installation d'un Atelier destiné à la fabrication des meubles, accessoires de Construction en utilisant les Planches, le Fer, l'Aluminium ou toute autre matière;
- Exerce dans le domaine de filage du textile et procéder à l'exportation après obtention de l'autorisation auprès des autorités concernées;
- Exerce dans les domaines des Fournitures Bureautiques, Scolaires, fournir les matières premières de fabrication des papiers par l'importation ou l'exportation au profit de toutes les imprimeries, de maison de presse, de distribution après obtention de l'autorisation auprès des autorités concernées;
- Exerce dans le domaine de la Construction des Cités Universitaires (logement) des garçons et des jeunes filles et proposer des prestations comme les repas et le déplacement.

Enfin, plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tous autres objets similaires, connexes ou complémentaires.

Date de début : Date d'inscription au RCCM / 31 Décembre 2014 - Nombre de salariés prévus : 2

PRINCIPAL ETABLISSEMENT OU SUCCURSALE  
 Adresse : Niamey (République du Niger)  
 Origine :  Création  Achat  Apport  Prise en location gérance  Autres (préciser)  
 Précédent exploitant : Nom ..... Prénoms .....  
 Adresse : ..... N°RCCM : .....  
 Loueur de fonds (nom : dénomination/adresse) ..... Néant

ETABLISSEMENTS SECONDAIRES OUVERTS (autres que celui créé)  Non  Oui (préciser)  
 Adresse : ..... Néant  
 Activité : .....  
 Pour Photos ..... Conformé  
 Niamey ..... 04 NARS ..... 2015  
 MEDJIBELLA MOUSTAPHA Oumarou

(\*) La totalité des renseignements relatifs à ces associés doit IMPERATIVEMENT figurer sur le formulaire complémentaire MO bis annexé

**REPUBLIQUE DU NIGER**  
**MINISTERE DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

---

**CONVENTION MINIERE**

**ENTRE**

**LA REPUBLIQUE DU NIGER**

**ET**

**LA SOCIETE " AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL "**

**Quartier Plateau/ Rue: YN-74/ Porte 51**

**Niamey**

**POUR LE PERMIS DE « DIS 7 »**

## CONVENTION MINIERE

**ENTRE : LA REPUBLIQUE DU NIGER** représentée par **Monsieur OMAR Hamidou Tchiana**, Ministre chargé des Mines, dûment autorisé et habilité en vertu de la Loi Minière ;  
(Ci-après dénommée « l'État » et plus précisément défini à l'article 1 ci-dessous),

**D'UNE PART;**

**ET : La Société AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL** représentée par **Monsieur Adam A. A. Sulieman**, dûment autorisé et habilité en vertu d'une résolution de son Conseil d'Administration ou de tout autre document conforme à la législation applicable à la société AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL attestant de ladite autorisation ou habilitation et dont une copie originale est annexée à la Convention en Annexe I  
(Ci-après dénommée la « Société »),

**D'AUTRE PART;**

Vu la Constitution du 25 novembre 2010;

Considérant le Règlement n°18/2003/CM/UEMOA du 22 décembre 2003 portant adoption du Code Minier Communautaire;

Considérant l'Ordonnance N°93-016 du 02 Mars 1993 portant loi minière et ses textes d'application;

Considérant l'Ordonnance n°99-48 du 5 novembre 1999, complétant l'Ordonnance n°93-16 du 2 mars 1993, portant loi minière et ses textes d'application;

Considérant la Loi n°2006-026 du 09/08/2006, portant modification de l'Ordonnance n°93-16 du 2 mars 1993 portant loi minière complétée par l'ordonnance n°99-48 du 5 novembre 1999 et considérant ses textes d'application;

Considérant l'importance que peut représenter la valorisation des ressources naturelles pour le développement économique de l'État ;

Considérant l'engagement de l'État de diversifier la recherche et la production minière sur le territoire du Niger;

Considérant la volonté de l'État de mettre en place des conditions aptes à promouvoir et à développer l'investissement privé sur le territoire du Niger;

Considérant l'importance des investissements nécessaires aux travaux de recherche des substances minières;

Considérant la volonté de la Société d'entreprendre des Opérations Minières sur le territoire de la République du Niger, d'une part;

Considérant les documents fournis par la société pour prouver ses capacités techniques et financières pour entreprendre ces opérations et les garanties apportées par la société **AL RAWABIH CONSTRUCTION NIGER SARL**, d'autre part.

**IL A ÉTÉ ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## **TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE PREMIER - DEFINITIONS**

Aux fins de la présente Convention, les termes ci-après énumérés, identifiés par une première lettre majuscule et utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront les définitions suivantes :

#### **"Annexe" ou "Annexes"**

signifie la ou les annexes à la Convention et qui font parties intégrantes de la Convention

#### **"Code Minier Communautaire"**

tel que défini par le Règlement n°18/2003/CM/UEMOA

#### **"Convention"**

signifie la présente Convention y compris tous ses avenants et toutes ses Annexes.

#### **"Date de première production"**

désigne la date à laquelle la mine atteint une période continue de production de soixante (60) jours à quatre-vingt-dix pour cent (90%) de sa capacité de production telle qu' établie dans l'étude de faisabilité qui a été notifiée aux autorités nationales ou la date de la première expédition à des fins commerciales soit au Niger, soit à l'exportation, à l'exception des opérations effectuées à titre d'essai.

#### **"Devise"**

signifie toute monnaie librement convertible autre que le franc CFA, monnaie officielle de l'État.

#### **"État"**

signifie le Gouvernement de la République du Niger, ses ministères, départements, directions, organismes et toutes autorités ou collectivités nationales, régionales, urbaines ou locales.

#### **"Étude de Faisabilité"**

signifie un rapport faisant état de la faisabilité de la mise en exploitation d'un Gisement de Minerai à l'intérieur du Périmètre et exposant le programme proposé pour



cette mise en exploitation, lequel devra comprendre, à titre indicatif mais sans limitation :

- a) l'évaluation de l'importance et de la qualité des réserves exploitables;
- b) la détermination de la possibilité de soumettre le Minerai à un traitement métallurgique;
- c) une planification de l'exploitation minière ;
- d) une Étude d'Impact sur l'Environnement : à savoir une étude destinée notamment à exposer systématiquement les conséquences négatives ou positives de la réalisation d'une activité, d'un projet, d'un programme ou d'un plan de développement, à court, moyen et long termes, sur les milieux naturel et humain, ainsi que la formulation des mesures d'atténuation des effets négatifs et d'amplification des effets positifs.
- e) la présentation d'un programme de construction de la Mine détaillant les travaux, équipements, installations et fournitures requis pour la mise en production commerciale d'un gîte ou Gisement potentiel ainsi que les coûts estimatifs s'y rapportant, accompagné de prévisions des dépenses à effectuer annuellement ;
- f) une notice d'impact socio-économique du Projet;
- g) l'établissement d'un plan relatif à la commercialisation des Produits, comprenant les points de vente envisagés, les clients, les conditions de vente et les prix ;
- h) des projections financières complètes pour la période d'exploitation ;
- i) les conclusions et recommandations quant à la faisabilité économique et le calendrier arrêté pour la mise en route de la production commerciale, en tenant compte des points ci-devant énumérés, c'est-à-dire du point (a) au point (i); et
- j) toutes autres informations que la Partie établissant ladite Étude de Faisabilité estimerait utiles pour amener toutes institutions bancaires ou financières à s'engager à prêter les fonds nécessaires à l'exploitation du Gisement.

**"FOB"**

franco à bord.

**"Fournisseur(s) "**

Toute personne physique ou morale qui se limite à livrer des biens et services au titulaire d'un Titre Minier sans accomplir un acte de production ou de prestation de services se rattachant aux activités principales du titulaire du Titre Minier.

**"Gisement"**

signifie tout gîte naturel de substances minérales exploitables dans les conditions économiques du moment.

### **"Gisement Marginal"**

désigne un Gisement de taille et de qualité connues pour lequel a été réalisée une Étude de Faisabilité mais jugé économiquement non rentable par les Parties.

### **"Gîte Naturel"**

toute concentration naturelle de substances minérales dans une zone déterminée de l'écorce terrestre.

### **"Liste minière du Niger"**

liste des biens d'équipements et consommables (y compris de façon non exhaustive, les matériels, matériaux, fournitures, machines et équipements, pièces de rechanges destinés directement aux Opérations Minières ainsi que les produits pétroliers utilisés dans les installations fixes) normalement utilisés dans les activités minières et pour lesquels les taxes à l'importation sont suspendues ou modérées. Cette liste est régulièrement mise à jour par les administrations compétentes Nigériennes et fait l'objet de l'Annexe III.

### **"Liste minière UEMOA"**

liste telle que définie par le Code minier UEMOA, à savoir la liste des biens d'équipement et consommables établie conformément à la nomenclature du Tarif Extérieur Commun, normalement utilisés dans les activités minières et pour lesquels les droits et taxes à l'importation sont suspendus, modérés ou exonérés.

**"Mines"** désigne :

- a) toutes Mines à ciel ouvert, tous puits, tunnels, ouvertures, souterraines ou non, réalisés ou construits après l'achèvement d'une Étude de Faisabilité et à partir desquels le Minerai a été ou sera enlevé ou extrait par tout procédé, en quantité supérieure à celle nécessaire pour échantillonnage, analyse ou évaluation ;
- b) meubles et autres installations pour le traitement, la transformation, le stockage et l'enlèvement du Minerai et des déchets, y compris résidus ;
- c) outillages, équipements, machines, immeubles, installations et améliorations pour l'exploitation, la transformation, la manutention et le transport du Minerai, déchets et matériels;
- d) habitations, bureaux, routes, pistes d'atterrissage, lignes électriques, installations de production d'électricité, installations d'évaporation et de séchage, canalisations, chemins de fer et autres infrastructures aux fins ci-dessus.

**"Minerai"** désigne le tout venant extrait du Gisement contenant les Substances Minérales.

**"Ministère"** désigne le Ministère chargé des Mines.

**"Ministre"** désigne le Ministre chargé des Mines.

**"Opérations Minières"** désigne toutes les opérations relatives aux différentes étapes de l'activité minière et comprenant: la prospection, la recherche, l'exploitation, la première transformation, la concentration physique de minerai et le transport de produit. Les activités annexes suivantes s'exerçant à l'intérieur de la zone industrielle de la Société et de ses dépendances sont assimilées aux opérations minières :

- l'entretien des engins et installations,
- la production, le transport, la distribution d'électricité et d'eau,
- la gestion des effluents,
- la construction et l'entretien des voies d'accès,
- la gestion de l'environnement.

**"Participation"** signifie la participation de l'État au capital social de la Société d'Exploitation prévue à l'article 15 de la Convention.

**"Partie"** : désigne l'État ou la Société.

**"Parties"** désigne l'État et la Société.

**"Périmètre"** désigne les limites des surfaces des Titres Miniers accordés à la Société et/ou à la Société d'exploitation.

**"Produits"** signifie tout Minerais ou toutes Substances Minérales extraits du Périmètre à des fins commerciales dans le cadre de la Convention.

**"Projet"** signifie l'ensemble des activités relatives au Périmètre entreprises dans le cadre de la Convention.

**"Réglementation des Douanes"** désigne le Code des douanes du Niger et le Code des douanes UEMOA.

**"Réglementation Minière"** désigne le Code Minier Communautaire, l'Ordonnance 93-016 du 02 mars 1993 portant Loi Minière, les textes modificatifs subséquents et les textes pris pour leur application.

**"Société"** désigne la personne morale à laquelle le Titre Minier de recherche est délivré.

**"Société Affiliée" ou "Sociétés Affiliées"** désigne toute personne morale qui contrôle directement ou indirectement une Partie ou est contrôlée directement ou indirectement par une Partie. Il faut entendre par contrôle la détention, directe ou indirecte, du pouvoir d'orienter ou de faire orienter la gestion et la prise de décisions par l'exercice du droit de vote,

**"Société d'Exploitation"** désigne la société constituée entre les Parties conformément à l'article 14 de la Convention pour l'exploitation et la commercialisation des Substances Minérales objet du Titre Minier d'exploitation.

**"Sous-traitant" ou "Sous-traitants"** toute personne physique ou morale exécutant un travail qui s'inscrit dans le cadre des activités principales du titulaire du Titre Minier.

Il s'agit notamment :

- des travaux de géologie, de géophysique, de géochimie et de sondage pour la prospection, la recherche et l'exploitation ;
- de la construction des infrastructures industrielles, de loisirs et d'approvisionnement en eau et électricité, administratives et socioculturelles : voies, usines, bureaux, cités minières, supermarchés, économats, établissements socio-sanitaires et scolaires ;
- des travaux d'extraction minière, de transport et de stockage des matériaux et de traitement de minerais ;

**"Substances Minérales"** désigne toutes substances naturelles amorphes ou cristallines, solides, liquides ou gazeuses ainsi que les substances organiques fossilisées et les gîtes géothermiques.

**"Tarif Extérieur Commun (TEC)"** désigne le Tarif des douanes commun aux États membres de l'UEMOA tel qu'annexé au Règlement n°02/97/CM/UEMOA du 28 novembre 1997.

**"Tiers"** signifie toute personne physique ou morale autre que les Parties contractantes et les Sociétés Affiliées.

**"Titre Minier"** désigne une ou plusieurs autorisations administratives en matière de prospection, de recherches ou d'exploitation de Substances Minérales accordées à la Société et/ou à la Société d'exploitation conformément à la Réglementation Minière applicable.

**"\$ US" ou "Dollars US"** : désigne Dollars des États Unis d'Amérique.

**"UEMOA"** désigne Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, objet du Traité de l'UEMOA.

## **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La Convention a pour objet notamment de préciser les conditions générales, juridiques, financières, fiscales, économiques, administratives, douanières, sociales et environnementales dans lesquelles la Société procédera aux travaux de recherche à l'intérieur du Périmètre défini au Titre Minier de recherche et la Société d'Exploitation aux travaux d'exploitation à l'intérieur du Périmètre défini au Titre Minier d'exploitation.

## **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DU PROJET**

Le Projet consiste notamment en:

- a) la réalisation par la Société, à ses frais et risques, sous son contrôle et son administration, de travaux de recherche;
- b) la réalisation, dans la mesure où la Société l'estimerait approprié, d'une Étude de Faisabilité pour un Gîte Naturel découvert et, si l'Étude de Faisabilité s'avérait



positive, l'exploitation du ou des Gisements conformément aux dispositions des articles 14 à 16 ci-dessous.

#### **ARTICLE 4 - COOPÉRATION**

L'État déclare son intention de faciliter, conformément à la réglementation en vigueur, tous les travaux de recherches que la Société effectuera par tous les moyens qu'il juge appropriés. Il en sera de même pour l'exploitation, la commercialisation, la transformation et l'affinage des Produits auxquels la Société d'Exploitation pourrait procéder.

#### **ARTICLE 5 - DROIT APPLICABLE**

Le droit applicable à la Convention est le droit de la République du Niger.

Il est expressément convenu que pendant toute la durée de sa validité, la Convention et la Réglementation Minière constituent la loi des Parties, sous réserve des dispositions d'ordre public.

#### **ARTICLE 6 - ENTREE EN VIGUEUR**

La Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties.

#### **ARTICLE 7 - DUREE**

La Convention est valable à compter de la date de son entrée en vigueur pour une durée de vingt (20) ans. Elle est renégociée conformément aux lois et règlements en vigueur à l'occasion de chaque renouvellement du Titre Minier d'exploitation jusqu'à épuisement du Gisement.

La Convention prendra fin, avant terme, dans les cas suivants:

- a) Par accord écrit des Parties ;
- b) En cas de renonciation totale par la Société ou par la Société d'Exploitation à ses Titres Miniers, d'expiration sans demande de renouvellement ou de retrait des Titres Miniers conformément aux dispositions de la Réglementation Minière;
- c) Au cas où la Société ou la Société d'exploitation ne répare pas, dans les délais déterminés par une lettre de mise en demeure à elle adressé par le Ministre chargé des Mines, un cas de violation de l'article 149 de la Constitution qui dispose que « l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et du sous sol doit se faire dans la transparence et prendre en compte la protection de l'environnement, du patrimoine naturel ainsi que la préservation des intérêts des générations présentes et futures ».
- d) En cas de dépôt de bilan, de règlement judiciaire, de liquidation de biens ou de procédures collectives similaires de la Société ou de la Société d'Exploitation.

## ARTICLE 8 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

- 8.1 Les Parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable au Niger tout différend ou litige qui pourrait survenir concernant l'interprétation ou l'application de la Convention.
- 8.2 Les Parties s'engagent à soumettre à la Cour de Justice de l'UEMOA, lorsqu'ils relèvent de son domaine de compétence, les différends nés de l'interprétation ou de l'application de la Convention et qui n'ont pas trouvé de solution à l'amiable.
- 8.3 Les Parties s'engagent à soumettre tout différend ou litige touchant exclusivement des aspects techniques ne pouvant être réglé à l'amiable, à un expert de nationalité autre que celle des Parties et dénué de tous liens avec les Parties, reconnu pour ses connaissances techniques, choisi conjointement par les Parties. La décision de cet expert devra intervenir dans les soixante (60) jours à compter de la date de sa désignation et sera définitive et sans appel. En cas de désaccord sur l'appréciation de la nature du différend ou litige, en cas de désaccord entre les Parties sur la personne de l'expert, les Parties auront recours à l'arbitrage conformément aux dispositions des articles 8.4, 8.5 et 8.6 ci-après. Les frais d'arbitrage technique seront supportés à parts égales par les Parties.
- 8.4 Les différends qui ne seront pas soumis aux procédures visées aux articles 8.1, 8.2 et 8.3 ci-dessus seront réglés par voie d'arbitrage conformément à la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre États et Ressortissants d'autres États, entrée en vigueur le 14 décembre 1966 (ci-après la "Convention d'Arbitrage") et ratifiée par la République du Niger le 14 novembre 1966.

Il est convenu qu'en cas de recours à l'arbitrage :

- a) l'arbitrage aura lieu à **Paris** (France) et en langue française;
- b) Le Tribunal arbitral sera composé de trois (3) arbitres ;
- c) le droit applicable sera le droit de la République du Niger ;
- d) les frais d'arbitrage seront à la charge de la Partie qui succombera ;

Aux fins de l'arbitrage, les Parties conviennent que les opérations auxquelles la Convention se rapporte constituent un investissement au sens de l'Article 25, alinéa I, de la Convention d'Arbitrage.

- 8.5 Au cas où, pour quelque raison que ce soit, le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.) se déclarerait incompétent ou refuserait l'arbitrage, le différend serait alors tranché définitivement suivant le Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage. L'arbitrage sera conduit par un seul arbitre désigné d'un commun accord par les Parties. Cet arbitre sera d'une nationalité autre que celle des Parties et aura une expérience confirmée en matière minière. Dans le cas où les Parties ne pourraient se mettre d'accord sur le choix d'un arbitre, l'arbitrage sera conduit par trois arbitres nommés conformément au Règlement d'arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage. Les dispositions non contradictoires de l'Article 8.4 ci-dessus s'appliqueront.

8.6 Les Parties s'engagent à exécuter, sans délai, la sentence rendue par les arbitres et renoncent à toute voie de recours. L'homologation de la sentence aux fins d'exequatur peut être demandée à tout tribunal compétent.

## **TITRE II - TRAVAUX DE RECHERCHES**

### **ARTICLE 9 - OCTROI D'UN TITRE MINIER DE RECHERCHES A LA SOCIÉTÉ**

9.1 Dans les trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur de la Convention, l'État accordera à la Société, sur présentation d'une demande conforme aux exigences de la Réglementation Minière, un Titre Minier de recherche portant sur le Périmètre défini en Annexe IV.

9.2 Ce Titre Minier de recherche accordera à la Société les droits prévus par la Réglementation Minière tout en la soumettant aux obligations s'y rapportant.

9.3 Dès l'octroi du Titre Minier de recherche à la Société, celle-ci est tenue d'ouvrir, une représentation au Niger, chargé de coordonner les travaux de recherche prévus par la Convention.

Le responsable de cette représentation de la Société au Niger sera doté de pouvoirs suffisants pour décider de toute question relative aux travaux de recherche qui peuvent être considérés comme entrant dans le cadre des opérations quotidiennes de tels travaux.

9.4 Conformément à la Réglementation Minière, la Société est tenue de commencer dans les six (6) mois à compter de la date d'émission du Titre Minier de recherche, les travaux de recherches à l'intérieur de son Périmètre et de les poursuivre avec diligences selon les règles de l'art et normes de l'industrie minière internationale.

9.5 Conformément à la Réglementation Minière, la Société et ses sous-traitants sont tenus de réparer tous dommages que leurs travaux pourraient occasionner à l'environnement.

A cet effet, ils doivent réhabiliter tout site abandonné avant tout abandon des sites concernés pendant la validité du titre minier ou avant leur retour au domaine public pour quelque cause que ce soit.

### **ARTICLE 10 - PROGRAMME DES TRAVAUX ET DÉPENSES DE RECHERCHE**

10.1 Durant la première période de validité de son Titre Minier de recherche, la Société s'engage à:

- exécuter sur le Périmètre, le programme de travaux de recherche donné en annexe VI de la Convention,
- dépenser un montant minimum équivalent à Deux millions cinq cent vingt et huit mille (2 528 000 \$ US) dollars US pour la réalisation de ces travaux répartis comme suit :

1ere Année : **563 000 dollars US**

2eme Année : **975 000 dollars US**

3eme Année : **990 000 dollars US**

**10.2** Pour chaque période de validité subséquente, la Société soumettra au Ministre ses propositions en travaux et dépenses de recherche lors de chaque renouvellement de son Titre Minier de recherche.

### **10.3** Analyse des échantillons

La Société est tenue de notifier aux services concernés du Ministère son souhait d'analyser les échantillons prélevés lors des travaux de recherche. Cette notification doit comporter : le nombre et le poids des échantillons et les références du laboratoire d'analyse. Un témoin de chaque échantillon à analyser doit être conservé au Niger par la Société.

Les analyses des échantillons prélevés lors des travaux de recherche sont effectuées au Niger dans la mesure où ces services sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, quantité, garantie et délais de livraison. A défaut, ces analyses peuvent être faites à l'étranger. L'exportation de tout échantillon à l'étranger est soumise à autorisation préalable délivrée par les services concernés du Ministère.

Tous les résultats bruts, certifiés par la Société, des analyses de tous les éléments doivent être communiqués au Ministère sur support numérique avec mention des références géographiques des points d'échantillonnage.

**10.4** Dans le contexte de ses travaux de recherches et notamment en matière de sondage, géophysique, géochimie, géologie, analyse, la Société s'engage à utiliser les services des prestataires nigériens dans la mesure où ces services sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, quantité, garantie et délais de livraison.

**10.5** Les dépenses de recherche sont constituées :

- des traitements, salaires et frais divers du personnel engagé aux travaux de recherche relatif au Périmètre au prorata du temps effectivement passé.
- de l'amortissement du matériel effectivement utilisé, appartenant à la Société pour les travaux de recherche relatifs au Périmètre. Cet amortissement est égal à la différence entre la valeur initiale du matériel à l'entrée et la valeur vénale ou de cession dudit matériel après son utilisation dans le cadre des travaux relatifs au Périmètre. Lorsque le matériel est utilisé dans le cadre de plusieurs projets le montant de l'amortissement ci-dessus doit être réparti sur les différents projets en fonction de son affectation.
- des dépenses engagées au Niger dans l'exécution des travaux de recherche : prestations de services et consommables;
- des dépenses engagées à l'étranger dans l'exécution des travaux de recherche : prestations de services (essais, analyses, études);



- des frais généraux de la Société encourus à l'étranger à un taux fixe de dix pour-cent (10 %) des frais généraux encourus au Niger;
- des droits, impôts, redevances, taxes, contribution (payés au Niger au titre des travaux de recherche sur le périmètre);
- des sommes versées comme contribution à la formation du personnel de l'administration des mines et de la géologie;
- des sommes versées comme contribution au développement des communes dans lesquelles la société conduit ses activités.

En vue de la vérification de ces dépenses, la comptabilité est organisée pour permettre une distinction entre les dépenses de recherche et celles de l'administration.

#### **ARTICLE 11 – INFORMATIONS RECUEILLIES PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RECHERCHES**

- 11.1** Pendant toute la durée de validité du Titre Minier de recherche ou de son éventuelle période de prolongation, la Société soumet à l'État tous rapports, toutes cartes, tous logs de sondages, tous levés aéroportés et toutes données brutes qu'elle a acquis au cours de la période de recherche.
- 11.2** Les rapports et données visés à l'article 11.1 ci-dessus deviennent la propriété de l'État à partir de leur réception. Ils ne peuvent cependant être communiqués à des Tiers par l'État que conformément à la Réglementation Minière, sauf accord différent de la Société.

#### **ARTICLE 12 – RENONCIATION AU TITRE MINIER DE RECHERCHE**

- 12.1** La Société peut, conformément à la Réglementation Minière, renoncer en totalité ou en partie, à son Titre Minier de recherche, après préavis d'un (1) mois, pour des raisons d'ordre technique justifiées ou en cas de force majeure. Est reconnu comme raison d'ordre technique le cas où les résultats de recherche, après au moins une année de travaux tels que décrits en annexe VI, n'encouragent pas clairement la continuation des travaux de recherche à l'intérieur du Périmètre.
- 12.2** En cas de renonciation au Titre Minier de recherche pour d'autres raisons que celles visées à l'alinéa précédent, les exonérations accordées à la Société deviennent caduques. Le montant de toutes les exonérations accordées à la Société, en vertu des dispositions de la Réglementation Minière, est actualisé au jour de la réception de la demande de renonciation. La Société rembourse à l'État le montant actualisé de ces exonérations au terme du préavis.

#### **ARTICLE 13 – ÉTUDE DE FAISABILITÉ ET GISEMENTS MARGINAUX**

- 13.1** La Société réalise conformément à l'article 3 ci-dessus, une Étude de Faisabilité. Si à l'issue des travaux de recherche sur le Périmètre, la Société n'a mis en évidence qu'un Gisement Marginal, l'État peut conformément à l'article 29 de la

Réglementation Minière, et à la demande de la Société, prolonger la validité de son Titre Minier restreint au périmètre dudit gisement tel que délimité dans l'Étude de Faisabilité.

- 13.2 Toutefois si l'État estime que les conditions de mise en exploitation du Gisement sont réunies ou s'il n'est pas d'accord avec le caractère marginal du Gisement, il peut demander à la Société de passer à la phase exploitation conformément aux dispositions des articles 14 à 16 ci-dessous. Faute de réponse de la Société dans un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date de réception de la demande de l'État ou en cas de réponse négative, l'État a le droit d'exploiter le Gisement seul ou en association avec des Tiers.

Les dépenses de recherche engagées par la Société sont remboursées en phase d'exploitation selon les modalités à convenir d'un commun accord entre les Parties.

### **TITRE III – EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 14 – SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION**

- 14.1 Lorsque la Société décide d'exploiter un Gisement, elle entame les démarches pour la constitution d'une Société d'Exploitation de droit nigérien conformément aux lois et règlements régissant le statut des sociétés en République du Niger. La Société d'Exploitation a notamment pour objet l'extraction, le traitement et la commercialisation des substances minières pour lesquelles un Titre Minier d'exploitation lui est octroyé.
- 14.2 L'État accordera à la Société d'Exploitation, conformément à la Réglementation Minière, un Titre Minier d'exploitation.
- 14.3 Les Parties décideront de la raison sociale de la Société d'Exploitation lors de sa constitution. Le siège social de la Société d'Exploitation sera situé en République du Niger, à l'endroit désigné d'un commun accord entre les Parties.

#### **ARTICLE 15 – PARTICIPATION DE L'ÉTAT**

- 15.1 Conformément à la Réglementation Minière, une Participation gratuite et libre de toutes charges, de **dix pour-cent (10%)** dans le capital social de la Société d'Exploitation est allouée à l'État.
- 15.2 En cas d'augmentation du capital de la Société d'Exploitation, décidée par son Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, **dix pour-cent (10%)** des nouvelles actions sont attribuées à l'État afin de lui permettre de maintenir le pourcentage de sa Participation initiale mentionnée à l'article 15.1 ci-dessus.
- 15.3 L'État ou tout autre organisme d'État qu'il désigne peut souscrire en numéraires ou en nature à hauteur de **trente pour cent (30%)** au maximum du capital social de la Société d'Exploitation lors de sa constitution.

**15.4** Les actions émises à l'État par la Société d' Exploitation sont du même type que les actions émises à son actionnaire principal et sous réserve des articles 15.1 et 15.2 ci-dessus, comportent les mêmes droits et obligations.

**15.5** La Participation de l'État lui donne droit au pourcentage correspondant de tous les bénéfices distribués.

**15.6** La Participation de l'État au capital social de la Société d' Exploitation en vertu de l'article 15.3 ci-dessus, l'oblige, dès la constitution de la Société d' Exploitation, à contribuer proportionnellement à cette Participation en numéraires ou en nature à tous les engagements financiers de toute nature, et notamment aux apports en capital, aux avances des actionnaires, aux prêts bancaires et aux autres emprunts, coûts, dépenses et pertes.

Cette participation l'oblige, en outre, à participer en numéraire ou en nature, à la demande de la Société d'Exploitation, aux apports en capital ou aux avances d'actionnaires.

Toutefois, pour le financement de ses activités, la Société d'Exploitation peut rechercher les fonds nécessaires auprès des banques ou autres institutions financières ou à travers d'autres arrangements financiers convenus entre les actionnaires.

**15.7** Il est entendu que les Parties s'entraident dans la recherche du financement du projet d'exploitation et fournissent, suivant la pratique internationale, tous renseignements demandés par les institutions financières. La présente clause ne peut, toutefois, avoir pour effet d'imposer à une Partie l'obligation de garantir d'autres emprunts que les siens.

Les Parties s'entendent pour qu'une partie ou la totalité du financement concernant le développement et l'exploitation de tout (s) Gisement (s) soit négociée et mise en place par la Société d' Exploitation auprès d'une banque ou autre institution financière aux conditions les meilleures, les plus raisonnables et les plus compétitives disponibles.

## **ARTICLE 16 –TRAITEMENTS DES DÉPENSES DE RECHERCHE**

**16.1** Les dépenses de recherches engagées par chaque Partie pour les travaux de recherche à l'intérieur du Périmètre du Titre Minier sont actualisées à la date de l'émission du Titre Minier d'exploitation. Les modalités d'actualisation sont fixées d'un commun accord entre les Parties.

**16.2** Les dépenses engagées par la Société pour les travaux de recherches à l'intérieur du Périmètre du Titre Minier de recherche sont calculées conformément à l'article 10.5 de la Convention.

**16.2.1** Est considéré, à la date de signature de la Convention, comme dépenses exposées par l'État pour les travaux de recherches à l'intérieur du Périmètre du Titre Minier de recherche préalablement à son octroi à la Société, un montant de zéro dollars US (0 \$US).

**16.2.2** Les dépenses de recherche exposées par l'État et par la Société sont comptabilisées comme frais de recherches et de développement. Ces dépenses sont remboursées selon les modalités à convenir d'un commun accord entre les Parties.

**16.3** En cas d'extension d'un Titre Minier d'Exploitation à d'autres gisements, les dépenses de recherches engagées sur lesdits gisements sont actualisées à la date de cette extension.

## **ARTICLE 17- SUSPENSION, RENONCIATION AUX TRAVAUX D'EXPLOITATION**

La Société d'Exploitation peut renoncer, en totalité ou en partie, à son Titre Minier d'exploitation, sous réserve d'un préavis d'un (1) an.

Si la Société d'Exploitation envisage de suspendre ou de renoncer aux travaux d'exploitation pour quelque motif que ce soit, elle en avise par écrit le Ministre, pièces justificatives à l'appui. Alors, les Parties se réunissent pour statuer sur l'opportunité de la mesure sans interruption préalable des Opérations Minières.

Le cas échéant, la suspension ou la renonciation se fait conformément aux dispositions de la Réglementation Minière.

Il demeure entendu que pour les cas de force majeurs tels que spécifiés à l'article 32 ci-dessous, l'arrêt provisoire peut suivre immédiatement l'avis écrit au Ministre. L'autorisation ne sera pas refusée sans motifs valables.

## **TITRE IV – DROITS, OBLIGATIONS ET ADMINISTRATION**

### **ARTICLE 18 – INFRASTRUCTURES ET SERVICES LOCAUX**

**18.1** Au cas où la Société et/ou la Société d'Exploitation devraient utiliser pour la conduite des Opérations Minières la Route Tahoua-Arlit, la Société et/ou la Société d'Exploitation s'engagent à participer à son entretien, afin de la maintenir en bon état d'utilisation. A ce titre elle adhère à la convention pour l'entretien de la Route Tahoua-Arlit adoptée par décret n°2002-019/PRN/MEH/AT du 15 février 2002 et tout autre texte à venir y relatif.

**18.2** En phase de recherches, la société s'engage à consacrer chaque année un montant de dix mille (10 000) Dollars US pour sa contribution pour le développement de la ou des communes où elle conduit ses activités.

Un protocole d'accord sera conclu avec le Ministre chargé des Mines trente (30) jours à compter de la date de signature de l'arrêté octroyant le permis de recherche, et déclinera les modalités de gestion et d'utilisation de ces fonds. Cette contribution sera comptabilisée comme des dépenses de recherche conformément à l'article 10 ci-dessus. Cette contribution servira notamment, au financement d'infrastructures collectives et d'activités génératrices de revenus.

Ce protocole d'accord est renégocié et renouvelé à chaque renouvellement du permis de recherches.

18.3 La Société d'Exploitation s'engage à contribuer au développement des communes dans lesquelles elle conduira ses activités, en participant au financement des infrastructures collectives.

18.4 La Société, la Société d'Exploitation et leurs Sous-traitants utilisent autant qu'il est possible les services et matières premières de sources locales ainsi que les produits fabriqués au Niger dans la mesure où ces services, matières premières et produits sont disponibles à des conditions compétitives de prix, qualité, quantité, garanties et délais de livraison.

## ARTICLE 19 – EMPLOI DU PERSONNEL NIGÉRIEN

19.1 Pendant la durée de la Convention, la Société et la Société d'Exploitation s'engagent à :

- a) employer en priorité du personnel nigérien afin de permettre son accession à tous les emplois en rapport avec ses capacités, quel que soit son niveau.
- b) mettre en œuvre, en consultation avec les instances compétentes de l'État, un programme de formation et de promotion du personnel nigérien ;
- c) remplacer au fur et à mesure le personnel expatrié qualifié par des nationaux ayant acquis la même qualification en cours d'emploi.
- d) assurer le logement des travailleurs employés sur le site dans les conditions d'hygiène et de salubrité conformes à la réglementation actuellement en vigueur ou à intervenir;
- e) respecter la législation et les règlements sanitaires tels qu'ils résultent des textes actuellement en vigueur ou à intervenir;
- f) respecter la législation et la réglementation du travail tels qu'ils résultent des textes actuellement en vigueur ou à intervenir relatives, notamment, aux conditions générales du travail, au régime des rémunérations, à la prévention et à la réparation des accidents de travail et des maladies professionnelles, ainsi qu'aux associations professionnelles et aux syndicats; et
- g) contribuer à la formation du personnel de l'Administration des Mines et Géologie en mettant à la disposition du Ministère, chaque année, un montant de **Dix mille Dollars US (10.000 \$US)**. Le premier paiement interviendra trente (30) jours à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention et sera renouvelé chaque année au jour anniversaire de cette date pendant toute la durée de validité du Titre Minier de recherche. Cette contribution sera comptabilisée dans le cadre des dépenses de recherche visées à l'article 10 ci-dessus.



**19.2** A partir de la date d'émission du Titre Minier d'exploitation, la Société d'Exploitation s'engage à contribuer à :

- a) l'implantation, l'augmentation ou l'amélioration d'une infrastructure médicale et scolaire à une distance raisonnable du Gisement correspondant aux besoins normaux des travailleurs et de leur famille;
- b) l'organisation, sur le plan local, d'installations de loisirs pour son personnel.
- c) À la création et à l'offre d'emplois au profit des communautés locales afin de rehausser l'impact social du projet.
- d) A la mise en place, sur la base d'un protocole d'accord conclu avec le Ministre chargé des Mines qui sera annexé à la présente convention, une dotation annuelle pour un programme social minier dédié à la réalisation d'investissements sociaux au bénéfice de l'ensemble des communes de la région administrative abritant les opérations minières; le dit protocole précisera le montant et les modalités de gestion de cette dotation.

**19.3** L'État s'engage à accorder à la Société, à la Société d'Exploitation, ses Sociétés Affiliées et aux Sous-traitants les autorisations requises pour permettre aux employés d'effectuer des heures supplémentaires et de travailler la nuit ou pendant les jours habituellement chômés ou fériés, conformément à la législation en vigueur.

**19.4** L'État s'engage à n'édicter, à l'égard de la Société, de la Société d'Exploitation, ses Sociétés Affiliées et Sous-traitants ainsi qu'à l'égard de leur personnel, aucune mesure en matière de législation du travail ou sociale qui puisse être considérée comme discriminatoire par rapport à celles qui seraient imposées à des entreprises exerçant une activité similaire au Niger.

## **ARTICLE 20 – EMPLOI DU PERSONNEL EXPATRIÉ**

**20.1** La Société, la Société d'Exploitation et leurs Sous-traitants, nationaux ou étrangers, peuvent engager pour leurs activités au Niger le personnel expatrié nécessaire s'il se trouve que du personnel qualifié nigérien n'est pas disponible pour effectuer les travaux requis. L'État facilite l'acquisition des permis et autorisations requis pour ce personnel expatrié, y compris les visas d'entrée et de sortie, permis de travail, permis de séjour.

**20.2** L'État s'engage, pendant la durée de la Convention, à ne provoquer ni édicter à l'égard de la Société, de la Société d'Exploitation, de ses Sociétés Affiliées et de ses Sous-traitants aucune mesure impliquant une restriction aux conditions dans lesquelles la législation actuellement en vigueur ou à intervenir permet :

- a) l'entrée, le séjour et la sortie des membres du personnel expatrié de la Société, de la Société d'Exploitation, de ses Sociétés Affiliées et de ses Sous-traitants, de leurs familles ainsi que l'entrée et la sortie de leurs effets personnels ;

- b) sous réserve de l'article 20.1 ci-dessus, l'embauche et le licenciement par la Société, la Société d'Exploitation, ses Sociétés Affiliées et leurs Sous-traitants des personnes de leur choix, quelle que soit leur nationalité ou la nature de leurs qualifications professionnelles ;

**20.3** L'État se réserve, toutefois, le droit d'interdire l'entrée ou le séjour des ressortissants de pays hostiles à la République du Niger et des individus dont la présence serait de nature à compromettre la sécurité ou l'ordre public et des employés expatriés recrutés en violation des articles 19.1 a) et 20.1 ci-dessus.

## **ARTICLE 21 – GARANTIES GENERALES ACCORDÉES PAR L'ÉTAT**

**21.1** L'État garantit à la Société et à la Société d'Exploitation la stabilité des conditions générales, juridiques, administratives, douanières, économiques, financières et fiscales prévues dans la Convention.

Pendant toute la durée de la Convention, les taux tels que spécifiés dans la Convention, les règles d'assiette et de perception d'impôts et taxes demeurent tels qu'ils existaient à la date de sa signature, à moins qu'entre temps ces taux aient été abaissés auquel cas la Société et la Société d'Exploitation bénéficient à leur demande de ces nouveaux taux.

**21.2** L'État garantit à la Société, à la Société d'Exploitation, à ses Sociétés Affiliées et à leurs Sous-traitants et aux personnes régulièrement employées par ceux-ci, qu'ils ne seront jamais et en aucune manière l'objet d'une discrimination légale ou administrative défavorable de droit ou de fait.

**21.3** L'État garantit à la Société, à la Société d'Exploitation, à ses Sociétés Affiliées et à leurs Sous-traitants que toutes les autorisations et mesures administratives nécessaires pour faciliter la conduite des travaux de recherche et d'exploitation sont accordées et prises aussi vite que possible dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**21.4** L'État garantit à la Société d'Exploitation, à ses Sociétés Affiliées et à ses Sous-traitants que toutes les autorisations administratives sont accordées le plus rapidement possible pour faciliter la commercialisation des Produits. Il demeure entendu que la Société d'Exploitation peut négocier, avec une société spécialisée, la commercialisation des Produits. Cependant, elle reste seule responsable de cette opération vis-à-vis de l'État et soumet à l'État tout contrat de vente à conclure.

## **ARTICLE 22 – DISPOSITIONS FISCALES ET DOUANIERES**

### **22.1 PHASE DE RECHERCHE**

**22.1.1** La Société est assujettie aux droits, redevances, impôts et taxes, ci-après mentionnés :

- (a) droits fixes :

La Société est assujettie au paiement de droits fixes relatifs à l'attribution, aux renouvellements, à l'extension, la prolongation, la cession, la transmission, du Titre Minier de recherche dont les taux sont fixés par la loi de finances.

(b) redevance superficielle annuelle en francs CFA/km<sup>2</sup> :

- première période de validité 1 000
- premier renouvellement 2 000
- deuxième renouvellement 3 000
- autres renouvellements 5 000

(c) Taxe différentielle sur les véhicules à moteur :

Il s'agit des vignettes sur les véhicules, à l'exception des véhicules de chantier.

(d) Taxe unique sur les contrats d'assurance :

Il s'agit de la taxe unique sur les contrats d'assurance, à l'exception des véhicules de chantier.

(e) Droit d'enregistrement et de timbres, d'immatriculation et de publicité foncière.

#### **22.1.2 Avantages particuliers accordés durant la phase recherche**

Nonobstant ce qui précède la Société bénéficie des avantages fiscaux et douaniers suivants :

(a) La Société bénéficie des exonérations suivantes :

- de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- de l'impôt sur les bénéfices ;
- de l'impôt minimum forfaitaire ou son équivalent ;
- de la taxe d'apprentissage ;
- de la contribution des patentes ;
- la taxe immobilière ;
- des droits d'enregistrement sur les apports effectués lors de la constitution ou de l'augmentation du capital des sociétés.

(b) Les avantages douaniers consentis aux titulaires de Titres Miniers en phase de recherche consistent en Admission Temporaire Normale et en exonérations.

Les biens d'équipements, les matériaux, les pièces de rechange ainsi que les carburants et lubrifiants nécessaires au fonctionnement des machines, équipements et véhicules utilitaires utilisés pour les travaux

de recherche bénéficient de l'exonération totale des droits et taxes de douane dus à l'occasion de leur importation, à l'exception du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS), du Prélèvement Communautaire (PC) et de la Redevance Statistique (RS).

Les biens d'équipement importés pour la recherche au sein de l'UEMOA bénéficient du régime de l'Admission Temporaire pendant toute la validité du Titre Minier en phase de recherche.

### **22.1.3 Impôt sur les revenus dû par les employés :**

Les employés de la Société sont assujettis à l'impôt sur les revenus, à l'exception des employés expatriés de la Société, dont les activités sont exclusivement liées à l'objet de la Convention. Les Sous-traitants bénéficient du même avantage fiscal pour leurs employés expatriés dans les mêmes circonstances.

## **22.2 PHASE D'EXPLOITATION**

### **22.2.1 La Société d'Exploitation est assujettie aux droits, redevances, impôts et taxes, ci-après mentionnés**

#### **a) droits fixes :**

La Société d'Exploitation est assujettie au paiement de droits fixes relatifs à l'attribution, aux renouvellements, à l'extension, la cession, la transmission, l'amodiation, la transformation, la fusion ou la division du Titre Minier d'exploitation dont les taux sont fixés par la loi des finances.

#### **b) redevance superficielle annuelle en francs CFA /km<sup>2</sup>**

##### **(b1) petite exploitation**

- première période de validité 5 000 ;
- premier renouvellement 10 000;
- deuxième renouvellement 12 000;
- troisième renouvellement 13 000;
- autres renouvellements 15 000.

##### **(b2) grande exploitation**

- première période de validité 5 000 000;
- premier renouvellement 7 500 000;

- deuxième renouvellement 10 000 000;

- autres renouvellements 20 000 000.

c) redevance minière: calculée conformément à la Réglementation Minière de la façon suivante :

A = les produits d'exploitation

B = le résultat d'exploitation

$C = B/A$  (%)

1. si C est inférieur ou égal à 20%, le taux de la redevance minière est fixé à 5,5% ;
2. si C est supérieur à 20% et inférieur à 50%, le taux de la redevance minière est fixé à 9%
3. si C est supérieur ou égal à 50%, le taux de la redevance minière est fixé à 12%.

A et B sont calculés conformément au plan comptable en vigueur au Niger.

L'assiette de la redevance minière est égale à la valeur marchande du Produit final rendu FOB.

- d) droits d'enregistrement, de timbre et de publicité foncière.
- e) taxe sur les établissements classés.
- f) taxe sur la valeur ajoutée.
- g) impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.
- h) impôt sur le revenu les capitaux mobiliers
- i) taxe différentielle sur les véhicules à moteur (Vignette) : cette taxe est due sauf pour les engins miniers et de carrière et les autres véhicules affectés directement aux Opérations Minières.
- j) taxe unique sur les contrats d'assurance : cette taxe est due sur les contrats d'assurance souscrits auprès d'assureurs résidents au Niger.

**22.2.2** Les intérêts et autres produits des sommes empruntées par la Société d'Exploitation pour les besoins d'équipement ou de son exploitation sont exemptés de tous impôts ou taxes de quelque nature que ce soit.

**22.2.3** Avantages particuliers accordés durant la phase d'exploitation

Nonobstant ce qui précède, la Société d'Exploitation bénéficie des avantages fiscaux et douaniers suivants:

(a) La Société d'Exploitation bénéficie des exonérations suivantes:

- pendant une période s'achevant à la Date de la Première Production de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;

- pendant trois (03) ans à compter de la Date de la Première Production :
    - de la contribution des patentes ;
    - de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
    - de la taxe d'apprentissage ;
  - pendant toute la durée de l'exploitation :
    - de la taxe immobilière ;
    - de l'impôt minimum forfaitaire ou son équivalent ;
    - des impôts et taxes se rapportant aux intérêts et autres produits des sommes empruntées pour les besoins de son équipement ou de son exploitation ;
- (b) La Société d'Exploitation peut bénéficier de l'application d'un système d'amortissement accéléré.
- (c) La Société d'Exploitation est autorisée à constituer, en franchise de l'impôt sur les bénéfices, une provision pour la diversification des ressources.
- (d) Les avantages douaniers consentis à la Société d'Exploitation consistent en Admission Temporaire et en exonérations.
- Pendant toute la durée de validité du Titre Minier d'exploitation, la Société d'Exploitation bénéficie de l'exonération totale des droits et taxes de douanes, à l'exception de la Redevance Statistique (RS), exigibles sur les produits pétroliers destinés à la production d'énergie, à l'extraction, au transport et au traitement du minerai ainsi qu'au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures sociales et sanitaires.
  - Il est accordé, pendant une période se terminant à la fin de la troisième année à compter de la Date de Première Production, l'Admission Temporaire sur les biens d'équipement figurant sur la Liste Minière du Niger en Annexe III.

A compter de la fin de cette période et pendant toute la durée de validité résiduelle des Titres Miniers en phase d'exploitation, leurs titulaires sont assujettis au paiement des droits et taxes exigibles sur les biens d'équipement figurant sur la Liste Minière du Niger de l'annexe III et ce, conformément à la Réglementation des Douanes.

Les droits et taxes sont perçus sur la base de la valeur résiduelle des biens d'équipement ayant bénéficié du régime de l'Admission Temporaire.

- Il est accordé, pendant une période se terminant à la Date de Première Production, l'exonération de tous droits et taxes d'entrée



exigibles sur l'outillage, les pièces de rechange, à l'exclusion de celles destinées aux véhicules de tourisme et tout véhicule à usage privé, les matériaux et les matériels destinés à être intégrés à titre définitif dans les ouvrages, à l'exception de la Redevance Statistique, Prélèvement communautaire, et Prélèvement Communautaire de Solidarité.

- Pendant toute la validité des titres miniers en phase d'exploitation, leurs titulaires bénéficient de l'exonération totale des droits et taxes d'entrée sur les produits chimiques, les réactifs, les huiles et les graisses pour les biens d'équipement.

**22.2.4** A l'exportation, les Produits sont exonérés de tous droits et taxes de sortie durant toute la période de validité des Titres Miniers.

**22.2.5** Les employés de la Société d'Exploitation sont assujettis à l'impôt sur les revenus.

### **22.3 Dispositions communes en phases de recherche et d'exploitation**

**22.3.1** En cas de cession ou de réaffectation à un usage autre que celui de la recherche ou de l'exploitation, d'un article placé sous le régime de l'Admission Temporaire, le titulaire d'un Titre Minier devient redevable de tous les droits et taxes calculés sur la base de la valeur résiduelle de ces biens à la date de dépôt de déclaration de mise à la consommation.

**22.3.2** Le personnel expatrié, résidant au Niger, employé par les titulaires des Titres Miniers pour l'exécution des travaux de recherches ou d'exploitation, bénéficie de la franchise des droits et taxes dus à l'occasion de l'importation au Niger de ses effets et objets personnels en cours d'usage conformément à la Réglementation des Douanes.

**22.3.3** Les équipements ayant servi à l'exécution des travaux de recherche et à ceux d'exploitation bénéficient de l'exonération de tous les droits et taxes de sortie exigibles à la réexportation.

**22.3.4** Formalités d'exonération des biens d'équipement et de consommables :

L'exonération est subordonnée à l'accomplissement des formalités suivantes selon les cas, par la Société, la Société d'Exploitation, leurs Fournisseurs ou leurs Sous-traitants:

- 1) la Société ou la Société d'Exploitation doit établir une attestation par laquelle elle certifie, sous sa propre responsabilité, que les matériels, matériaux, fournitures, machines et équipements acquis ou importés sont destinés à être affectés aux activités minières entreprises par la Société ou la Société d'Exploitation ou pour son compte.

Cette attestation visée par le Directeur des Mines, établie en quatre (4) exemplaires, définit le bien à exonérer et précise la référence ou la rubrique dans la Liste minière du Niger de l'Annexe III. Elle porte l'engagement de la Société ou de la Société d'Exploitation de payer les droits et pénalités qui deviennent exigibles au cas où les biens ne recevraient pas l'affectation prévue pour bénéficier de l'exemption des droits et taxes ou au cas où les biens seraient cédés sans acquittement préalable de ces droits.

Un exemplaire est conservé par la Direction des Mines et un autre par la Société ou la Société d'Exploitation à l'appui de sa comptabilité. Un exemplaire est remis au Fournisseur ou au Sous-traitant et l'autre à l'administration des douanes.

- 2) la Société, la Société d'Exploitation, les Fournisseurs et les Sous-traitants des biens doivent tenir leur comptabilité de façon à faire apparaître distinctement:
  - les affaires rentrant dans le cadre des exonérations
  - les affaires passibles des droits et taxes.
- 3) les titulaires de Titres Miniers doivent tenir une comptabilité régulière suivant le référentiel comptable en vigueur au sein de l'UEMOA dénommé Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).
- 4) les Fournisseurs des biens d'équipement ne peuvent faire figurer dans leur comptabilité comme « affaires rentrant dans le cadre de l'exonération » que celles pour lesquelles ils sont en mesure de produire l'attestation visée au paragraphe 1 ci-dessus.
- 5) Il est précisé concernant cette Liste minière du Niger qu'en cas d'exonération, celle-ci n'est pas accordée aux matériels, matériaux et produits similaires en termes de prix, qualité, quantité, garantie et délais de livraison, à ceux fabriqués dans un des pays de l'UEMOA.

**22.4** Nonobstant les droits, taxes, redevances et avantages cités ci-dessus, les détenteurs de Titre Minier de recherche ou d'exploitation sont soumis aux dispositions fiscales et douanières de droit commun en vigueur au Niger.

## **ARTICLE 23 - DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES**

**23.1** Sous réserve des dispositions de la Convention, l'État, pendant toute la durée de celle-ci, ne provoque, ni n'édicte à l'égard de la Société, de la Société d'Exploitation, de leurs Fournisseurs ou de leurs Sous-traitants aucune mesure impliquant une restriction aux conditions dans lesquelles la législation en vigueur à la date de la signature de la Convention permet :

- a) sous réserve des dispositions de l'article 18.3 ci-dessus, le libre choix des Fournisseurs et Sous-Traitants ;

- b) la libre importation des marchandises, du matériel, des machines, équipements, pièces de rechange et biens consommables sous réserve du respect de la Réglementation Minière et de la Réglementation des Douanes ;
- c) la libre exportation des Produits ;
- d) la libre commercialisation avec toute Société "bona fide" ;
- e) la libre circulation à travers le Niger du matériel et des biens de la Société, de la Société d'Exploitation et de leurs Sous-traitants ainsi que toutes substances et tous Produits provenant des activités de recherche et d'exploitation ;
- f) la libre circulation des échantillons destinés aux tests et analyses.

Les prix de vente des Produits doivent être libellés en Dollars US.\*

**23.2** Tous contrats entre la Société ou la Société d'Exploitation et une Société Affiliée ne peuvent être conclus à des conditions plus avantageuses pour la Société Affiliée que celles d'un contrat négocié avec des Tiers.

**23.3** Tout Sous-traitant non ressortissant de l'UEMOA qui fournit, pour une durée de plus de six (06) mois, des prestations de services pour le compte des titulaires de Titres Miniers, est tenu de créer une société conformément à la réglementation en vigueur.

La durée de la Sous-traitance ne fait toutefois pas obstacle à l'exécution des obligations fiscales conformément à la réglementation en vigueur.

Tout Sous-traitant, quelle que soit la durée de sa prestation de services pour le compte d'un titulaire de Titre Minier, bénéficie des mêmes avantages fiscaux et douaniers que celui-ci.

**23.4** Si, au cours ou au terme de ses Opérations Minières au Niger, la Société ou la Société d'Exploitation décide de mettre fin à ses activités, elle ne peut céder à des Tiers ses installations, machines et équipements qu'après avoir accordé à l'État une priorité d'acquisition de ces biens à leur valeur d'estimation au moment de la susdite décision.

## **ARTICLE 24 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

**24.1** Sous réserve de la réglementation des changes en vigueur au Niger, l'État garantit, pendant la durée de la Convention, à la Société, à la Société d'Exploitation, à leurs Fournisseurs et à leurs Sous-traitants :

- a) la libre conversion et le libre transfert des fonds destinés au règlement de toutes dettes (principal et intérêt), liées aux Opérations Minières au Niger, en faveur de créanciers non nigériens ;

- b) la libre conversion et le libre transfert des profits nets à distribuer aux actionnaires non nigériens après avoir payé toutes les taxes et tous les impôts applicables ;
- c) la libre conversion et le libre transfert des bénéfices et des fonds provenant de la liquidation d'actifs, après paiement des taxes, droits et impôts applicables.

**24.2** L'État garantit la libre conversion et le libre transfert à l'étranger des économies du personnel expatrié, de la Société, de la Société d'exploitation, de leurs Fournisseurs et de leurs Sous-traitants, réalisées sur leurs salaires ou résultant de la liquidation d'investissements au Niger ou de la vente d'effets personnels au Niger.

## **ARTICLE 25 - GARANTIES FONCIERES ET MINIERES**

**25.1** L'État garantit à la Société et à la Société d'Exploitation l'occupation et l'utilisation de tous les terrains nécessaires aux travaux de recherche et à l'exploitation du (ou des) Gisement (s) faisant l'objet de tout Titre Minier de recherche et/ou d'exploitation dans le cadre de la Convention à l'intérieur comme à l'extérieur du Périmètre et dans les conditions prévues par la Réglementation Minière.

**25.2** En vue de réaliser l'objet de la Convention, la Société ou la Société d'Exploitation peut, effectuer tous travaux nécessaires à ses activités et aux industries qui s'y rattachent, construire et mettre en place des ouvrages et infrastructures, dans les limites du Périmètre de tout Titre Minier de recherche ou d'exploitation, et conformément aux dispositions des articles 64 et 114 de l'Ordonnance N°93-016 du 02 Mars 1993 portant loi minière.

## **ARTICLE 26 - EXPROPRIATION**

L'État s'engage à ne pas exproprier ni la Société ni la Société d'Exploitation de tous biens ou actifs qui sont leur propriété. Leurs installations ne peuvent être expropriées que dans des circonstances très exceptionnelles moyennant une indemnisation établie par un tribunal administratif ou arbitral.

## **ARTICLE 27- PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET REHABILITATION DES SITES EXPLOITES**

L'exploitation de tout nouveau Gisement est soumise à la réalisation préalable d'une Étude d'impact sur l'environnement conformément à la législation environnementale en vigueur. Cette Étude d'Impact sur l'Environnement constituera une partie intégrante de l'Étude de Faisabilité.

La Société et la Société d'Exploitation s'engagent à prendre les mesures nécessaires à la protection de l'environnement liées aux Opérations minières. Sont principalement concernées:

- la protection des espaces naturels ;
- la préservation de la santé et de la sécurité de la population avoisinante, et plus généralement de la salubrité publique ;

- la préservation de la faune et de la flore naturelles implantées localement ;
- la protection des ressources naturelles connues.

Les mesures prises doivent être conformes aux exigences telles que stipulées par la législation environnementale en vigueur ou, à défaut, être jugées acceptables au regard des pratiques couramment admises dans l'industrie minière.

Les engagements pris par la Société et par la Société d'Exploitation concernent plus particulièrement les points suivants:

- conduire les Opérations Minières dans le respect de la Réglementation Minière et des pratiques couramment admises ;
- contrôler périodiquement, pendant toute la durée des Opérations Minières, la qualité des eaux, des sols et de l'air dans le Périmètre et son environnement proche ;
- gérer de façon organisée les terres et roches manipulées de manière à garantir la stabilité des terrains concernés tout en s'assurant de l'absence de conséquences pénalisantes sur le régime d'écoulement et la qualité des eaux de surface en matière de sédimentation, de création de retenues d'eau non sécurisées ou de protection contre l'érosion ;
- contrôler tout rejet de solutions pouvant, du fait de leurs origines, contenir des substances polluantes du sol, de l'air et des eaux douces ;
- gérer les nappes d'eau pour éviter leur pollution en dehors du Périmètre et pendant et au-delà de la période des Opérations Minières ;
- gérer de façon efficace et contrôlée, tous les déchets industriels générés par les Opérations Minières dans les zones dédiées, proposées par la Société et agréées par l'institution publique responsable de la protection de l'environnement, afin d'éviter leur dispersion dans le milieu naturel ;
- réhabiliter les sites si possible au fur et à mesure et à la fin des Opérations Minières. Cette réhabilitation s'entend de la mise en sécurité des zones perturbées par les Opérations Minières et leur aménagement topographique adapté aux conditions climatiques locales pour limiter au mieux l'effet des dégradations naturelles possibles ;
- mettre en place un système de surveillance permettant le contrôle de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures dans le respect de la législation environnementale en vigueur concernant la limitation des impacts résiduels des sites réaménagés et l'évolution de ces derniers ;
- respecter une période probatoire de surveillance de cinq (5) ans après la fin des Opérations Minières. Toutefois, l'institution responsable peut décider avant terme de l'allègement ou de la suppression de la surveillance.

Toute atteinte dommageable à l'environnement, à la santé et à la sécurité des populations avoisinantes résultant du non-respect par la Société et la Société d'Exploitation de la réglementation engage celles-ci.

## **ARTICLE 28 - TRÉSORS ET FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES**

**28.1** Toute la richesse archéologique, tous trésors, tous autres éléments jugés de valeur, découverts dans le cadre de l'exécution des travaux restent et demeurent la propriété exclusive de l'État. Ces découvertes font l'objet d'une déclaration immédiate de la part de la Société ou de la Société d'Exploitation, selon les cas, à l'institution compétente de l'État.

**28.2** Si le Périmètre fait déjà l'objet de fouilles archéologiques ou devient subséquentement l'objet de telles fouilles, la Société ou la Société d'Exploitation s'engage à conduire ses travaux de manière à ne pas leur nuire.

## **ARTICLE 29 - CESSION, NOUVELLES PARTIES**

**29.1** La Société ou la Société d'Exploitation peut, avec l'approbation préalable écrite du Ministre, céder à d'autres personnes morales les droits et obligations qu'elle a acquis en vertu de la Convention ainsi que ses Titres Miniers de recherche et d'exploitation, sous réserve des dispositions de la Réglementation Minière. Cette cession peut se faire :

- Directement par acquisition par le tiers des droits et obligations liés aux titres miniers,
- D'une participation dans la société,
- Ou dans une de ses filiales dont l'activité principale est en majorité ou exclusivement liée à la société.

Cette approbation est accordée si les intérêts de l'État ne sont pas compromis. Dans ce cas, les cessionnaires doivent assumer tous les droits et obligations du cédant découlant de la Convention ainsi que ceux découlant des Titres Miniers de recherche et d'exploitation. Lors d'une cession par la Société ou la Société d'Exploitation de tous les droits et obligations qu'elle a acquis en vertu de la Convention et/ou des Titres Miniers de recherche et/ou d'exploitation, le produit de la transaction sera déterminé pour fins fiscales suivant les techniques financières généralement reconnues et imposées, le cas échéant, au moment de la transaction, conformément à la législation fiscale en vigueur au Niger.

**29.2** En cas de transaction portant sur les résultats des recherches ou sur un Gisement découvert avant la mise en exploitation, la société s'engage à verser à l'État dix pour cent (10%) du produit de la transaction. Aucun versement n'est appliqué sur la partie du montant de la transaction qui sera engagée comme dépenses de recherche sur le Titre Minier de recherche correspondant.

**29.3** L'approbation préalable écrite du Ministre doit être obtenue pour qu'un actionnaire de la Société d'Exploitation puisse vendre, céder ou transférer à un Tiers toute ou



partie des actions qu'il détient dans le capital social de la Société d'Exploitation. Cette approbation est accordée si les intérêts de l'État ne sont pas compromis.

L'approbation, une fois obtenue, le produit de la transaction est déterminé pour fins fiscales suivant les techniques financières reconnues et imposées, le cas échéant, au moment de la transaction et conformément à la législation fiscale en vigueur.

**29.4** L'État a le droit et la priorité sur tout autre acquéreur éventuel d'acquérir des actions de la Société d'Exploitation dont un actionnaire veut se départir aux mêmes prix, termes et conditions. Ce droit de préemption doit être exercé par l'État et la transaction conclue dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception de l'avis écrit de la Société d'Exploitation selon lequel l'un de ses actionnaires souhaite se départir de ses actions.

Si, dans ce délai de soixante (60) jours, aucune réponse n'a été donnée par l'État, le droit de préemption de l'État deviendra caduc pour la transaction en question.

**29.5** La Société ou la Société d'Exploitation jouit du même droit de préemption que celui dont dispose l'État à l'article 29.3 ci-dessus, pour l'achat des parts au cas où l'État déciderait de vendre tout ou partie de ses actions.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, les actions ou parts de l'État peuvent être cédées ou transférées, sans restriction, prioritairement à des sociétés nigériennes dans lesquelles l'État détient un intérêt, ou à des citoyens ou sociétés constituées en vertu des lois du Niger et contrôlées par des citoyens du Niger.

## **ARTICLE 30 - MODIFICATION**

Toute clause qui n'est pas prévue dans le texte de la Convention peut être proposée par l'une ou l'autre des Parties et sera examinée avec soin. Toute demande de modification adressée à l'une des Parties doit faire l'objet d'une réponse écrite ou d'une négociation. Chaque Partie s'efforce de parvenir à une solution mutuellement acceptable, et, le cas échéant, ladite clause fait l'objet d'un avenant approuvé par décret pris en Conseil des Ministres et annexé à la Convention.

## **ARTICLE 31 - NON RENONCIATION, NULLITÉ PARTIELLE, RESPONSABILITÉS**

### **31.1 NON RENONCIATION**

Sauf renonciation expresse ou implicite par les Parties dans les cas spécifiés ci-dessus, le fait par l'État ou la Société ou la Société d'Exploitation de ne pas exercer tout ou partie de ses droits et prérogatives n'équivaut pas à la renonciation à de tels droits et prérogatives.

### **31.2 NULLITE PARTIELLE**

La nullité de l'une ou l'autre des dispositions de la présente convention n'entraîne pas la nullité des autres dispositions de cette dernière, à moins que la ou les

et ses effets sur son aptitude à exécuter son obligation sont connus d'elle, l'autre Partie de cet empêchement et de ses effets sur son aptitude à remplir ses engagements. Un avis sera également donné lorsque le motif de dérogement de la responsabilité cessera.

- 32.4.** Le motif d'exonération de la responsabilité prend effet à partir du moment où survient l'empêchement ou, si l'avis n'est pas donné en temps utile, à partir du moment où l'avis est donné. Le fait de ne pas donner cet avis fait que la Partie défaillante est passible de dommages et intérêts qui autrement auraient pu être évités.
- 32.5.** Un motif d'exonération de responsabilité au titre de la présente clause exempte la Partie défaillante du paiement de dommages et intérêts, pénalités et autres sanctions contractuelles, à l'exception du paiement des intérêts sur les sommes dues, aussi longtemps et pour autant que ce motif subsiste.
- 32.6.** L'empêchement suspend le délai d'exécution des obligations à la Convention empêchées par le cas de force majeure, pendant une période raisonnable, excluant par là-même le droit éventuel de l'autre Partie de résilier ou d'annuler la Convention. Pour la détermination de ce qui peut être considéré comme une période raisonnable, seront pris en compte l'aptitude de la Partie défaillante à reprendre son exécution et l'intérêt qu'aurait l'autre Partie à bénéficier de cette exécution malgré les délais. En attendant l'exécution de ses obligations par la Partie défaillante, l'autre Partie peut suspendre l'exécution de ses propres obligations.
- 32.7.** Si les motifs de l'exemption se prolongent au-delà d'un (1) an, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de résilier la Convention après notification dans les formes prévues à l'article 35 ci-dessous.
- 32.8.** Chaque Partie peut conserver ce qu'elle a obtenu grâce à l'exécution de la Convention avant qu'il n'y soit mis fin. Chaque Partie est redevable envers l'autre de tout enrichissement sans cause résultant de cette exécution. Le cas échéant, le paiement du solde final se fera sans délai.

### **ARTICLE 33 - COMPTABILITÉS, INSPECTIONS ET RAPPORTS**

**33.1** La Société et la Société d'Exploitation s'engagent pour la durée de la Convention:

- i. à tenir une comptabilité détaillée conformément au plan comptable en vigueur au Niger accompagnée des pièces justificatives permettant d'en vérifier l'exactitude. Elle est ouverte à l'inspection des représentants de l'État spécialement mandatés à cet effet, conformément à la législation en vigueur ;
- ii. à ouvrir à l'inspection des représentants de l'État dûment autorisés, tous comptes ou écritures pouvant se trouver à l'étranger et se rapportant à ses opérations au Niger.

**33.2** La Société d'Exploitation fait vérifier annuellement et à ses frais ses états financiers par une firme comptable reconnue et autorisée à exercer au Niger. Elle fait parvenir une copie de ce rapport de vérification au Ministre qui se réserve le droit de

procéder à n'importe quel moment à un audit de la Société d'Exploitation, soit par la Cour des Comptes, soit par un inspecteur des finances, soit par une firme privée.

**33.3** La Société ou la Société d'Exploitation fournit, à ses frais, au Ministre, les rapports prescrits par la Réglementation Minière. Le Ministre se réserve le droit d'exiger, le cas échéant, toutes modifications jugées nécessaires au niveau de la présentation de tout rapport. Ces modifications ne peuvent, en aucun cas, être exigées pour les rapports déjà soumis.

**33.4** Seuls les représentants dûment habilités de l'État ont la possibilité à tout moment d'inspecter, sans gêner les opérations de la Société, ou de la Société d'Exploitation, les installations, les équipements, le matériel, les enregistrements et les documents relatifs aux Opérations Minières.

**33.5** L'État se réserve le droit de se faire assister à ses frais et à tout moment par une firme d'inspection internationalement reconnue afin de contrôler, sans gêner les Opérations Minières, les renseignements qui lui sont fournis en vertu de la Convention.

**33.6** Un registre de contrôle des teneurs en métal est tenu par la Société d'Exploitation pour chaque expédition, en dehors du pays et le Ministre peut faire vérifier et contrôler chaque inscription au registre par ses représentants dûment autorisés.

**33.7** Toutes les informations portées à la connaissance de l'État en application de la Convention sont traitées conformément à la Réglementation Minière.

#### **ARTICLE 34 - SANCTIONS ET PÉNALITÉS**

En cas de manquement aux obligations résultant de lois et règlements en vigueur à la date de signature de la Convention, dans la mesure où ces lois et règlements s'appliquent à la Société ou à la Société d'Exploitation, les sanctions et pénalités prévues par ces mêmes textes législatifs ou réglementaires seront applicables y compris les amendes, pénalités, intérêts de retard et toutes autres mesures et contraintes prévues par lesdits textes.

#### **ARTICLE 35 - NOTIFICATIONS**

Toutes communications ou notifications prévues dans la Convention sont faites par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception.

a) Toutes notifications à l'État sont valablement faites à l'adresse ci-dessous :

**MINISTÈRE CHARGE DES MINES**

**Boîte postale 11 700, Niamey, Niger**

**Tel. : (227) 20 73 28 99;**

**Fax : (227) 20 73 18 10.**

b) Toutes notifications à la Société sont faites à l'adresse ci-dessous :

**STIKO - NIGER SARLU**  
**Quartier Plateau/ Rue: YN-74/ Porte 51**  
**Niamey**  
**TEL: 00 227 99 06 61 62**

Tout changement d'adresse est notifié par écrit dans les meilleurs délais par une Partie à l'autre.

**ARTICLE 36 - LANGUE DU CONTRAT ET SYSTEME DE MESURE**

- 36.1** La Convention est rédigée uniquement en langue française. Tous rapports ou autres documents établis ou à établir en application de la Convention sont rédigés en langue française.
- 36.2** Si une traduction dans une autre langue que celle de la Convention est faite, elle l'est dans le but exclusif d'en faciliter l'application. En cas de contradiction entre le texte français et cet autre texte, le texte français prévaut.
- 36.3** Le système de mesure applicable est le système métrique.

Fait à Niamey, le .....

En trois (3) exemplaires originaux.

**POUR L'ÉTAT**

**Le Ministre chargé des Mines**

**OMAR HAMIDOU TCHIANA**

**POUR LA SOCIÉTÉ**

**Son représentant dûment habilité**

**ADAM A. A. SULIEMAN**

**ANNEXE 1**

**POUVOIR DONNE PAR LA SOCIETE AUX SIGNATAIRES DE LA  
CONVENTION**



## ANNEXE II

### TAUX D'AMORTISSEMENT ANNUEL

Nature du bien à amortir	Taux d'amortissement annuel
Dépenses de recherches, frais d'études et essais	20%
Dépenses de recherche complémentaire ou l'approvisionnement en eau (prospection de surface, sondages, essai de pompage, prospection par travaux souterrains à l'aide de galeries principales et secondaires, sondages percutants, descenderie, montages, albraques, y compris les travaux d'aérage et réfrigération liés)	20%
Dépenses en travaux préparatoire à l'exploitation (découverte initiale, aménagement d'exploitation à ciel ouvert, puits, descenderies, travers-bancs, recoups, montages, albraques, ouvrages d'aérage, recettes et silos de fond, y compris les matériels et équipements des points de chargement, des recettes et de la descenderie)	20%
Frais de fonctionnement de la Société d'Exploitation y compris les dépenses de formation professionnelle pendant la période d'installation et de préparation.	
Frais financiers pendant la période d'installation et de préparation	20%
Constructions légères, cases et tous bâtiments de chantier démontables et transportables	20%
Bâtiments légers avec sol bétonné	5%
Bâtiments et immeubles constructions en dur	
- à usage industriel	5%
- habitation, bureaux	2%
Voirie et adduction d'eau	5%
Génie civil (terrassement, fondations, etc)	
. à usage industriel	5%
. habitation, bureaux	2%
Aménagement intérieur des ateliers	10%

Mobilier de bureaux et d'habitation	10%
Téléphone	10%
Compresseurs fixes	10%
Machines outils	10%
Moteurs, pompes de moins de 5 CV	20%
Moteurs, pompes de plus de 5 CV	15%
Ponts roulants, portiques, grues	10%
Palans et treuils motorisés jusqu'à 2 T	10%
Matériels de manutention à main: palans, treuils	20%
Petit outillage	20%
Appareils de mesures et de régulation	20%
matériel fixe de laboratoire	10%
Matériel mobile de laboratoire	20%
Groupes électrogènes fixes	10%
Groupes électrogènes mobiles	20%
Matériel de distribution H.T	
. transformateurs	5%
. appareils de coupure et de protection	5%
. lignes de transport	5%
Postes de transformation ou de distribution en cellule	
. type intérieur	5%
. type extérieur fixe	5%
. type mobile jour	20%
. type mobile fond	20%

Matériel de distribution H.T	
. matériel fixe de surface	10%
. matériel fixe de fond	10%
. matériel mobile de jour	20%
. matériel mobile de fond	20%
Câbles électriques rigides	
. câbles fixes au jour	10%
. câbles fixes au fond	10%
Lampes de chapeau et lampes portatives	20%
Bancs de charge	10%
Appareils d'éclairage jour et fond	20%
Installations mobiles ou semi fixes de préparation physique et manutention du minerai	20%
Matériels et équipements de l'usine de traitement du minerai	10%
Machine frigorifique mobile pour le fond	20%
Échangeur mobile pour le fond	20%
Installation frigorifique fixe	10%
Matériels, équipements de génie civil, chargement, transport, manutention	33,33%

Au cas où la durée de vie de la Mine serait inférieure à la durée des amortissements prévue ci-dessus, ces taux d'amortissements seront ajustés à la durée de vie de la Mine telle que déterminée par l'Étude de Faisabilité.

### ANNEXE III

**LISTE DES MATERIELS, MATERIAUX, MACHINES ET EQUIPEMENTS DESTINES DIRECTEMENT AUX OPERATIONS MINIERES ET QUI SONT EXONERES DE TOUS DROITS, REDEVANCES ET TAXES A L'EXCEPTION DE LA REDEVANCE STATISTIQUE.**

- **CHAP 25:** sel; soufre; terres et pierres; plâtres; chaux et ciments.

- 25-01, 25-03 à 25-08, 25-10 à 25-13, 25-16 , 25-17, 25-20, 25-21 à 25-30.

- **CHAP 27:** combustibles minéraux; huiles minérales et produits de leur distillation ; matières bitumeuses; cires minérales.

Ensemble du chapitre sauf:

- 27-10-00-32 et 33 = Essence

- 27-10-00-42 = Pétrole lampart

- 27-10-00-51 = Gas-oil

- 27-10-00-61 = Huiles lubrifiantes

- 27-10-00-62 = Pour freins hydrauliques

- 27-10-00-63 = Graisses

- 27-10-00-69 = Autres huiles

- 27-11-13-00 = Gaz butane

- 27-16-00-00 = Energie électrique

NB : Toutefois, seront admise en exonération les produits suivants qui bénéficieront de l'exonération sous les conditions ci-après:

-27-10-00-42 Kérosène destiné à des traitements chimiques.

-27-10-00-51 Gas-oil

Distinguer le gas-oil industriel utilisé dans les installations fixes ou pour les véhicules et engins utilisés uniquement pour les besoins directs de l'exploitation minière, du gas-oil routier. A cet effet, il sera fait obligatoirement usage du gas-oil coloré.

-27-10-00-61 = Huiles lubrifiantes

-27-10-00-62 = Pour freins hydrauliques

-27-10-00-63 = Graisses

-27-10-00-69 = Autres huiles

Pour ces quatre (4) positions, l'exonération aura cours, mais à condition que ces huiles de graissage, lubrifiants et autres huiles soient destinés aux installations fixes et aux engins non affectés au transport des personnes.

- **CHAP 28:** Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux de terres rares ou d'isotopes.

Ensemble du chapitre.

- **CHAP 29:** produits chimiques organiques.

Ensemble du chapitre.

- **CHAP 31:** Engrais

- 31-02-21-00 = Sulfate d'ammonium

- 31-02-30-00 = Nitrate d'ammonium, même solution aqueuse.

- **CHAP 32:** Extraits tannants ou fectoriaux; tanins et leurs dérivés; pigments et autres matières colorantes; peintures et vernis; mastics; encres.

Ensemble du chapitre si usage industriel.

- **CHAP 34:** Savons, agents de surface organique, préparations pour lessives, préparations pour lubrifiants, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler, "cires pour l'art dentaire", et compositions pour l'art dentaire à base de plâtre.

- 34-02, 34-03

- **CHAP 35:** Matières albuminoïdes, produits à base d'amidons ou de féculés modifiés, colles, enzymes.

- 35-05, 35-06

- **CHAP 36:** Poudres et explosifs, articles de pyrotechnie, allumettes, alliages pyrophoriques matières inflammables

- 36-02, 36-03

- **CHAP 37:** Produits photographiques ou cinématographiques

- 37-01 à 37-05, 37-07 exonéré si (\*)

- **CHAP 38:** Produits divers des industries chimiques.

Ensemble du chapitre sauf:

- 38-11

- **CHAP 39:** Matières plastiques et ouvrages en ces matières.

Ensemble du chapitre: mais les articles reconnus pour être destinés à des usages domestiques ne seront pas exonérés.

- **CHAP 40:** Caoutchouc et ouvrages en Caoutchouc

Ensemble du chapitre sauf:

-40-11 et 40 -13 exonéré si destiné aux véhicules qui bénéficient de l'exonération.

-40-14

- **CHAP 42:** Ouvrages de cuir, articles de bourrellerie ou de sellerie, articles de voyage, sacs à main et contenants similaires, ouvrages en boyaux.

- 42-03, 42,04

- **CHAP 44:** Bois, charbon de bois et ouvrages en bois.

Ensemble du chapitre sauf:

- 44-01, 44-20

- 44-21 pour cette position, on admettra en exonération les articles à usages techniques.

- **CHAP 45:** Liège et ouvrages en liège.

Ensemble du chapitre.

- **CHAP 48:** Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose en papier ou en carton.

Ensemble du chapitre si usage technique.

- **CHAP 49:** Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques, textes manuscrits ou dactylographiés et plans.

- 49-05

- **CHAP 59:** Tissus imprégnés, enduits recouverts ou stratifiés; articles techniques en matières textiles.

- 59-01 à 59-03 exonéré si usage technique

- 59-09

- 59-10 exonéré si usage industriel



- 59-11

- **CHAP 62:** Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en boutonnerie.

- 62-03 combinaison de travail pour usage industriel.

- **CHAP 64:** Chaussures, guêtres et articles analogues parties de ces objets.

- 64-01 Bottes en caoutchouc pour usage industriel

- 64-02 chaussures de sécurité pour usage industriel

- 64-03 chaussures de sécurité pour usage industriel

- 64-06 jambières, guêtres pour usage industriel

- **CHAP 65:** Coiffures et parties de coiffures.

- 65-06-10-00 casques de sécurité.

- **CHAP 68:** Ouvrages en pierre, plâtre, ciment, amiante, mica ou en matières analogues.

Ensemble du chapitre sauf:

- 68-01 à 68-03, 60-09, 68-15.

- **CHAP 69:** Produits céramiques.

Ensemble du chapitre sauf:

- 69-08, 69-10 à 69.14.

- **CHAP 70:** Verres et ouvrages en verres.

Ensemble du chapitre.

-70-01,70-02, 70-09, 70-11 à 70-13 , 70-15, 70-18 et 70-20

- **CHAP 72:** Fer, fonte , acier.

Ensemble du chapitre, si destiné à un usage industriel.

- **CHAP 73:** Ouvrages en fonte, fer ou acier.

Ensemble du chapitre sauf:

- 73-16, 73-19, 73-21, 73-23

- 73-40 exonéré si usage technique

- **CHAP 74:** Cuivre et ouvrage en cuivre.

Ensemble du chapitre sauf:

- 74-13, 74-17, 74-18

-74-19 exonéré si usage technique.

- **CHAP 76:** Aluminium et ouvrage en aluminium.

Ensemble du chapitre sauf:

- 76-15

- 76-16 exonéré si usage technique.

- **CHAP 78:** Plomb et ouvrages en plomb.

Ensemble du chapitre sauf:

- 78-01

- 78-06 exonéré si usage technique.

- **CHAP 79:** Zinc et ouvrage en zinc.

Ensemble du chapitre sauf:

- 79-06 exonéré si usage technique.

- **CHAP 81:** Autres métaux communs; cermets; ouvrages en ces matières.

Ensemble du chapitre. si usage technique.

- **CHAP 82:** Outils et outillages, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs; parties de ces articles en métaux communs

Ensemble du chapitre sauf:

- 82-10, 82-12 à 82-15

- **CHAP 83:** Ouvrages divers en métaux communs.

Ensemble du chapitre sauf:

- 83-01 , 83-02 exonéré si usage industriel

- 83-04 ,83-05 fournitures de bureaux exonéré si l'article est destiné à un usage technique

- 83-06, 83-08 exonéré si usage industriel

- 83-10, 83,11 exonéré si usage industriel
- **CHAP 84:** Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils.

Ensemble du chapitre sauf:

- 84-14-51, 84-15, 84-18 exonéré si usage industriel
- 84-20
- 84-21-12, 84-21-22, 84-21-91, 84-22-40, 84-23 exonéré si usage industriel
- 84-21-81-10
- 84-24-81-20 exonéré si usage industriel
- 84-32 à 84-42
- 84-43 exonéré si usage industriel
- 84-44 à 84-55
- 84-69 à 84-71 exonéré si usage industriel
- 84-74 à 84-75

**NB:**

**1°) Pour la position 84-09, seront exonérées les parties et les pièces détachées des engins et des véhicules visés au chapitre 87.**

2°) Les pièces détachées de moteur des engins repris aux 84-28, 84-29 et 84-30 ainsi que les parties et pièces détachées de moteur des engins et des véhicules visés au chapitre 87 seront exonérés (véhicules à usages spéciaux, compresseurs, grues, bétonnières et auto-bétonnières, groupes électrogènes, etc...).

- **CHAP 85:** Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction de son, appareils d'enregistrement ou de reproduction d'images et de son en télévision et parties et accessoires de ces appareils.

Ensemble du chapitre sauf:

- 85-06
- 85-09 exonéré si usage industriel
- 85-10
- 85-16 chauffe-eau exonéré si usage industriel

- 85-17 exonéré si usage industriel
- 85-18 exonéré si usage industriel
- 85-19 poste radio, combinés et leurs pièces détachées.
- 85-20
- 85-21 exonéré si usage industriel
- 85-23
- 85-24 exonéré si usage industriel
- 85-25 exonéré si usage industriel

**NB:** Les articles repris au 85-19 seront exonérés s'ils sont destinés à un usage industriel. Cependant, les appareils émetteurs (récepteurs, les antennes et les parties - pièces détachées énoncés respectivement sous les numéros 85-27, 85-28, et 85-29 seront exonérés s'ils sont destinés à un usage industriel.

- **CHAP 86:** Véhicules et matériels pour voies ferrées ou similaires et leurs parties; appareils mécaniques (y compris électromécaniques) de signalisation pour voies de communication.

Ensemble du chapitre sauf:

- 86-01 exonéré si usage industriel;
- 86-03 exonéré si usage industriel;
- 86-05

- **CHAP 87:** Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires.

Ensemble du chapitre sauf:

- 87-02 véhicules automobiles pour le transport en commun des personnes.
- 87-03 voitures de tourisme et autres véhicules automobiles, exonéré si (\*)
- 87-04 véhicules automobiles pour le transport de marchandises, exonéré si (\*)
- 87-08 parties et accessoires des véhicules automobiles des n° 87-01 à 87-05.
- 87-10
- 87-11 exonéré si destiné aux besoins directs de la recherche minière;

- 87-12, 87-13
- 87-14 exonéré si destiné aux véhicules destinés du (\*)
- 87-15
- 87-16-20-00 exonéré si (\*)
- 87-16-39-10, 87-16-80-10
- **CHAP 90:** Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; parties et accessoires de ces instruments et appareils.
- 90-04 sauf 90.04.90.10 (lunettes correctrices)
- 90-06 exonéré si (\*)
- 90-11, 90-12, 90-14 à 90-17
- 90-20 exonéré si (\*)
- 90-22, 90-24 à 90-33
- **CHAP 91:** Horlogerie
- 91-06, 91-07, 91-14-90-00 exonéré si (\*)
- **CHAP 94:** Meubles, mobiliers médico-chirurgicaux, articles de literie et similaires; appareils d'éclairage non dénommés ni compris ailleurs; lampes réclames, enseignes lumineuses et articles similaires; constructions.
- 94-03, 94.05, 94-06 exonéré si (\*)
- **CHAP 96:** Ouvrages divers.
- 96-04 tamis et cribles à mains.
- 93-08 marqueurs
- 96-11 si usage technique (appareils pour étiquetages)
- 96-12 si usage technique (pour appareils)

La liste ci-dessus a un caractère énumératif, par conséquent peut être modifiée selon les besoins par simples échanges de lettres sur approbation du Directeur des Mines.

**NB :** Exonéré si (\*) signifie : exonéré si l'article est destiné à un usage technique.

## ANNEXE IV

### DELIMITATION DU PERIMETRE DU PERMIS DE RECHERCHES «DIS 7»

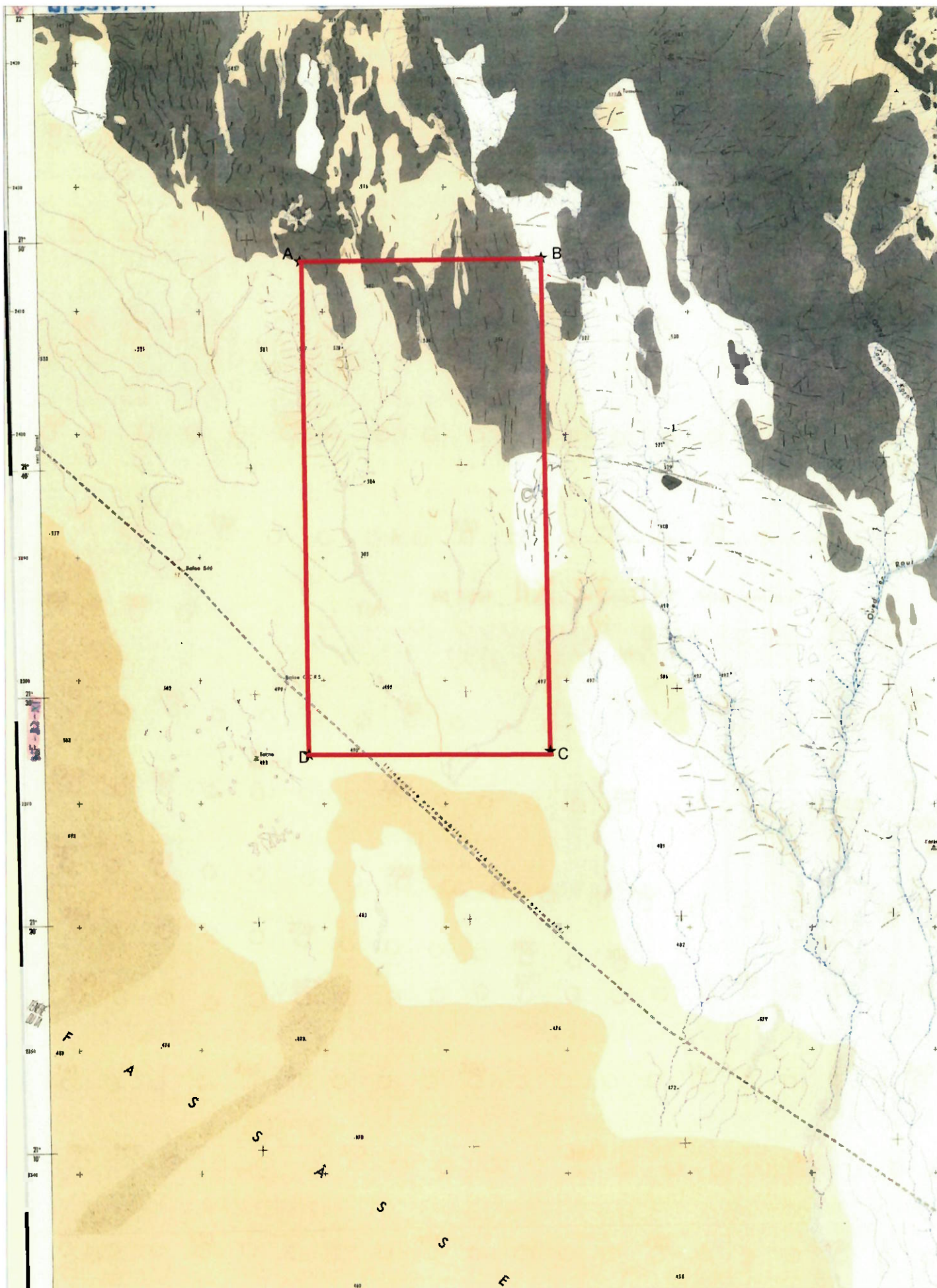
Le périmètre de « DIS 7 » se trouve dans la Région d'Agadez, Département de Bilma. Les arêtes du périmètre tel que représenté sur la carte topographique (annexe V) à l'échelle 1/200 000 ont pour coordonnées :

Points	Longitude	Latitude
A	11°12'30''	21° 49' 01"
B	11°24'00''	21° 49' 01"
C	11°24' 00''	21° 27' 23"
D	11°12'30''	21° 27' 23"

Le permis ainsi défini couvre une superficie d'environ 477,4 km<sup>2</sup>.



# Délimitation du Périmètre Dissalack 7



Extrait de la Carte Topo Dissalack 1:200 000 è

## **PROGRAMME DES TRAVAUX**

Le programme d'exploration prévoit de réaliser durant les trois prochaines années outre les travaux de surface, 4 500 m de sondages destructifs moto-tarière et /ou RC, 4 000 m de tranchés (et/ou puits) et 1 000 m de sondages carottés.

Contrôler et vérifier tous les travaux effectués à ce jour dans le périmètre. Déterminer le modèle de la minéralisation reconnue dans le périmètre.

### **La stratégie à adopter**

La stratégie consistera non seulement sur l'inventaire rapide des indices connus après compilation des données, mais aussi sur un échantillonnage systématique détaillé de tous les filons de quartz dans le permis.

Acquisition et compilation des données antérieures, vérification des indices de minéralisations trouvés antérieurement.

Levé géologique et géochimie à maille régionale puis définition des zones cibles pour resserrements de la maille. Fonçage de tranchées et puits pour vérifier l'enracinement des anomalies. Forages à la tarière et RC (circulation inverse) préliminaires sur les zones d'intérêt; En cas de réussite, campagne d'évaluation avec forages RC et carottés.

Pour atteindre ces objectifs, les travaux ci-après sont prévus.

Travaux préliminaires

Synthèse des travaux antérieurs ;

Bornage du périmètre ;

Aménagement du campement ;

Reconnaissance du terrain ;

Etudes géologiques

Prospection Géochimique systématique de la totalité du périmètre ;

Prospection détaillée (tactique) des principales anomalies régionales ;

Levés topographiques et géologiques détaillés des zones anormales ;

Excavation de tranchées et puits de prospection ;

Etudes structurales ;

Sondages moto tarière ;

Sondages (RAB & carottés) de contrôle structuraux ;

Sondages (RC & carottés) des ressources et analyses ;

Échantillonnage métallurgique ;

Tests métallurgiques ;

Évaluation préliminaire de ressources aurifères mises en évidence ;

Rapport Technique

Étude de faisabilité

### **Travaux de la première année**

**Objectif :** Sélectionner les anomalies Au et dresser la carte géologique aux échelles 1/100000e, 1/50000e, 1/25000e.

Bornage du périmètre et construction du camp

Compilation des documents

Levé géophysique d'orientation sol

Levé géochimique sol, stream, roche (y compris la saprolite).

Cartographie géologique  
Analyses chimiques  
Vérification au sol des anomalies  
Géologie et géologie structurale  
Rédaction des rapports

#### **Travaux de la deuxième année**

**Objectif :** Sélectionner les cibles potentielles et éditer des cartes et plans géologiques à l'échelle 1/5000

Vérification au sol  
Cartographie géologique  
Forages pour l'alimentation en eau du camp  
Sondages destructifs  
Sondages carottés sélectifs  
Levés géochimiques complémentaires sol et roches;  
Levés géologiques complémentaires;  
Edition cartographique et plans géologiques à 1/5000  
Levés géologiques et cartes structurales  
Analyses chimiques des échantillons par fusion plombée  
Puits et tranchées  
Evaluations préliminaires des réserves géologiques

Sondages RAB et sondages à circulation inverse sur d'autres amas d'anomalies géochimiques.  
Levés par magnétométrie et polarisation provoquée pour vérifier la continuité des formations et des structures géologiques porteuses des minéralisations aurifères et des métaux de base.  
Échantillonnage sol et/ou stream pour vérifier la continuité des anomalies géochimiques.

#### **Travaux de la troisième année**

**Objectif :**

L'étude concernera le paramétrage des données techniques (tonnage, teneur, morphologie des corps minéralisés, capacités minéralogique, géotechnique, et...), environnementale, financière et économiques du projet pour en déduire sa rentabilité.

## BUDGET

### 1<sup>ère</sup> ANNEE

Désignation	Montant \$ US
Compilation des travaux antérieurs	5 000
Bornage	8 000
Contribution formation agents MMDI	10 000
Consultants	20 000
Indemnités et Salaire personnel local	65 000
Levés géophysiques au sol	30 000
Cartographie géologique et structurale	15 000
Levés géochimiques	25 000
Analyses chimiques : 1000 x \$8	40 000
Fonctionnement Bureaux	15 000
Camps de terrain	30 000
Achats véhicules	100 000
Achat et location équipement	30 000
Carburants et consommables	60 000
Communications	20 000
Développement local	10 000
Sécurité	30 000
Divers	50 000
<b>Total</b>	<b>563 000 dollars US</b>



**2<sup>ème</sup> ANNEE**

<b>Désignation</b>	<b>Montant \$ US</b>
Contribution formation agents MMDI	10 000
Consultants	35 000
Indemnités et Salaire personnel local	80 000
Cartographie géologique, structurale	30 000
Levé géophysique au sol	65 000
Sondages destructifs : 2500 m x \$50	125 000
Sondages carottés sélectifs : 500 m X 200 \$	120 000
Analyses chimiques : 10 000 x \$8	80 000
Achats véhicules	100 000
Entretien véhicule	30 000
Achat et location équipement	40 000
Fonctionnement Bureaux	15 000
Camps de terrain	30 000
Communications	25 000
Carburants et consommables	70 000
Développement local	10 000
Sécurité	30 000
Divers	80 000
<b>Total</b>	<b>975 000 dollars US</b>

**3<sup>ème</sup> ANNEE**

Désignation	Montant \$ US
Contribution formation agents MMDI	10 000
Consultants	50 000
Salaire personnel local	80 000
Sondages destructifs : 2000 m x \$50	140 000
Sondages carottés : 1 000 m x \$80	80 000
Cartographie géologique, structurale	40 000
Analyses chimiques : 5000 x \$8	40 000
Evaluation des réserves	150 000
Entretien véhicule	50 000
Achat et location équipement	40 000
Fonctionnement Bureaux	40 000
Camps de terrain	50 000
Carburants et consommables	80 000
Communications	20 000
Développement local	10 000
Sécurité	30 000
Divers	80 000
<b>Total</b>	<b>990 000 dollars US</b>
<b>TOTAL GENERAL sur trois ans</b>	<b>2 528 000 dollars US</b>

Arrêté le présent budget à la somme de Deux millions cinq cent vingt et huit mille (2 528 000 \$ US) dollars US.